

# La breche

**P.3 //**  
LE CAPITALISME  
ALLEMAND, UN VAINQUEUR  
DANS LA CRISE ?

**P.15 //**  
IMPRESSIONS DES LUTTES  
OUVRIÈRES

**P.21 //**  
À LIRE



## NUMÉRO ÉLECTRONIQUE

08/11



# S O M M A I R E

A O Û T 2 0 1 1

## ALLEMAGNE

### P. 3

#### LE CAPITALISME ALLEMAND, UN VAINQUEUR DANS LA CRISE ?

Dans le contexte de la crise économique, la relative prospérité de l'Allemagne est mise en évidence. Le capitalisme allemand renforce son orientation vers le marché mondial et son hégémonie sur l'Europe, ce qui lui permet de dicter ses solutions. Thomas Sablowski analyse les spécificités de ce capitalisme et de la situation sociale et politique en Allemagne..

THOMAS SABLOWSKI

### P. 15

#### IMPRESSIONS DES LUTTES OUVRIÈRES

Les travailleuses et travailleurs allemands mènent toutes sortes de luttes pour se défendre contre un capitalisme qui impose son modèle tourné vers les exportations avec la complicité des grands syndicats.

WILLI HAJEK

## À LIRE

### P. 21

#### LES ACTUALITÉS DE LA RÉVOLUTION, ENTRE SOCIALISME ET THERMIDOR

Jean Jaurès, Karl Kautsky

*Socialisme  
et Révolution française*

Albert Mathiez

*La réaction thermidorienne*

ALAIN MASSALSKY

A L L E M A G N E

# LE CAPITALISME ALLEMAND, UN VAINQUEUR DANS LA CRISE ?

3

DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE, LA RELATIVE PROSPÉRITÉ DE L'ALLEMAGNE EST MISE EN ÉVIDENCE. LE CAPITALISME ALLEMAND RENFORCE SON ORIENTATION VERS LE MARCHÉ MONDIAL ET SON HÉGÉMONIE SUR L'EUROPE, CE QUI LUI PERMET DE DICTER SES SOLUTIONS. THOMAS SABLowski ANALYSE LES SPÉCIFICITÉS DE CE CAPITALISME ET DE LA SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE EN ALLEMAGNE.

En automne 2008, le gouvernement allemand s'est révélé, dans la crise économique mondiale, un opposant d'un rôle accru de l'Union européenne dans la gestion de la crise, comme le président français Sarkozy l'avait proposé. Berlin a ainsi contribué à ce que la gestion de la crise se fasse principalement au niveau des Etats et d'une manière relativement non coordonnée. Quand la crise de la dette de la Grèce et d'autres pays du Sud de l'Europe s'est accentuée au printemps 2010, le gouvernement allemand a bloqué pendant des semaines une aide rapide de l'UE à la Grèce. Simultanément, il a été

le premier à mettre fin aux mesures de politique conjoncturelle pour revenir à la politique anti-déficit et de réduction de la dette publique. Le gouvernement allemand cherche à imposer une stricte politique d'austérité, non seulement en Allemagne mais dans toute l'Union européenne. Tant l'administration Obama que certains commentateurs du *Financial Times* ont blâmé cette politique allemande comme étant tout à fait fautive et dangereuse, car elle pourrait conduire à une nouvelle aggravation de la crise.

Le gouvernement allemand serait-il bête? Se trompe-t-il? Est-il possible que sa politique puisse aller à l'encontre des intérêts du Capital? Peut-être. Mais on peut voir les choses autrement. La politique allemande est l'expression des spécificités du capitalisme allemand. Elle correspond à son modèle de développement basé sur les exportations et à sa politique néomercantiliste des dernières années.

Dans ce qui suit, je vais esquisser d'abord le développement du capitalisme en Allemagne et ses particularités. J'examinerai ensuite la gestion allemande de la crise, qui a été jusqu'ici rela- ➤

\* Thomas Sablowski est professeur de sciences politiques et vit à Francfort sur le Main. Il est membre de la rédaction de la revue PROKLA ([www.prokla.de](http://www.prokla.de)) et membre du conseil scientifique d'Attac Allemagne. Son livre *Die neue Krise des Kapitalismus* (La nouvelle crise du capitalisme) va paraître en automne 2011 chez Schmetterling-Verlag à Stuttgart.

tivement couronnée de succès, dans la mesure où toute crise politique a pu être évitée. Finalement, j'aborderai la question de savoir pourquoi la gauche allemande n'a jusqu'ici pas été en mesure d'exploiter les occasions que la crise lui offrait.

### 1. LES SPÉCIFICITÉS DU CAPITALISME ALLEMAND

Déjà à l'époque fordiste, le capitalisme allemand se caractérisait par une forme de développement fortement orienté vers l'exportation. Mais à la différence d'autres pays orientés vers les exportations, comme par exemple l'Italie, l'industrie d'exportation allemande n'a jamais eu besoin de trouver refuge dans des dévaluations de la monnaie nationale afin de défendre sa capacité compétitive. Dans la division internationale du travail, l'Allemagne appartient à ce petit groupe de pays de pointe qui disposent d'une productivité du travail relativement élevée et d'un appareil productif exceptionnellement diversifié, particulièrement dans le domaine de la construction de machines et d'équipements, et en général dans la production de moyens de production, et qui de ce fait se placent dans une position internationale dominante. La position du capital allemand est très forte non seulement dans la construction de machines mais également dans l'industrie chimique et dans l'automobile.

Comme l'industrie allemande a sans cesse dégagé des surplus de sa balance des comptes courants, le capital allemand occupe forcément sur le marché mondial également une position de prêteur, c'est-à-dire que l'Allemagne est exportatrice de capitaux et occupe une position nette de créancier. Aux côtés du capital industriel orienté vers l'exportation, le capital bancaire occupe traditionnellement une forte position dans le bloc dominant. De cette constellation résulte aussi l'intérêt à avoir une monnaie forte. La Banque fédérale allemande a donc toujours eu une politique monétaire restrictive. Le deutsche Mark, malgré sa forte valorisation nominale, a été longtemps sous-évalué en termes réels. Cela a favorisé la capacité concurrentielle du capital allemand. Quand a été fondée l'Union économique et monétaire européenne, le gouvernement allemand a réussi à imposer la politique restrictive de sa banque centrale également au plan européen. Une politique économique keynésienne n'a joué un rôle majeur en Allemagne que durant la période entre la crise de 1966-1967 et celle de 1974-1975, tout au plus.

Pour ce qui est de l'évolution de la lutte des classes et de la répartition de la richesse produite, on peut distinguer nettement deux phases dans l'histoire de la République fédérale allemande (RFA). Dans le fordisme, le marché intérieur

s'est développé plus ou moins en parallèle avec la croissance des exportations. Les syndicats ont pu arracher une réduction des temps de travail, des augmentations de salaire significatives, de multiples améliorations des conditions de travail et un élargissement de l'Etat social. Mais depuis la crise du fordisme dans les années 1970, le chômage a grimpé de récession en récession à un niveau plus élevé. Cela se reflète dans la répartition des revenus. Alors que le taux brut de profit a chuté de 40% en 1960 à moins de 25% en 1982, il est remonté jusqu'en 2007 à nouveau au-dessus de 35%. [1]

La modification du rapport des forces sociales au détriment des salariés s'est aussi répercutée sur la politique économique et sociale de l'Etat. Au milieu des années 1970, la coalition socialistes-libéraux (SPD/FDP) [2] d'alors s'est engagée dans une politique d'austérité qui a impliqué des premières coupes dans le filet de la protection sociale. Quand les libéraux du FDP ont rompu, en 1982, la coalition avec les sociaux-démocrates et formé un gouvernement avec la démocratie chrétienne (CDU/CSU), il n'y a certes pas eu d'attaque frontale contre les syndicats, telle que menée alors par Madame Thatcher au Royaume-Uni et par le président Reagan aux Etats-Unis, mais la transformation rampante du « modèle allemand » n'en a pas moins été systématique. Comme l'a montré la lutte pour la semaine de 35 heures en 1984, les syndicats étaient alors encore assez forts pour que le gouvernement préfère éviter une confrontation dure. Mais déjà, l'application de la semaine de 35 heures dans l'industrie des machines et l'industrie électrique ainsi que dans l'imprimerie a eu des effets ambigus, parce qu'elle fut payée par les syndicats au prix de la « flexibilisation » du travail. Les durées de fonctionnement des machines furent allongées et le travail par équipes, le travail de nuit et le travail durant le dimanche et les jours fériés augmentèrent énormément. En outre, il n'a jamais été possible de généraliser vraiment la semaine de 35 heures comme norme du temps de travail dans toutes les branches.

Avec la « réunification allemande », l'effondrement du « socialisme réel » en Europe de l'Est et la transformation de la Chine, les marges de manœuvre du capital allemand se sont élargies considéra-

*Plus de 1 million de personnes en Europe de l'Est travaillent pour des filiales d'entreprises allemandes.*

blement. Le territoire de l'ex-République démocratique allemande (DDR/RDA) est devenu le « mezzogiorno » de la nouvelle Allemagne. La désindustrialisation presque totale de l'Allemagne de l'Est a eu pour conséquence que l'armée industrielle de réserve a augmenté encore plus. Les entreprises ont exploité les nouveaux rapports de forces et la crise économique de la première moitié des années 1990 pour restructurer profondément la production. Le recours à la sous-traitance a facilité la baisse des salaires et la détérioration des conditions de travail. Simultanément, l'internationalisation de la production fut accélérée. L'Europe de l'Est et la Chine en tant que sites de bas salaires et « marchés émergents » devinrent les nouvelles régions cibles des investissements directs allemands. Le nombre de salariés des entreprises allemandes à l'étranger grimpa de 2,2 millions en 1989 à 5,9 millions en 2008. Aujourd'hui, plus de 1 million de personnes en Europe de l'Est et environ 400'000 personnes en Chine travaillent pour des filiales locales d'entreprises allemandes. [3] Il ne s'agit pas forcément là de délocalisations de la production, mais souvent simplement de la reprise d'entreprises étrangères, ou de la création de capacités de production supplémentaires à l'étranger. Malgré l'expansion internationale du capital allemand, l'Allemagne a conservé, en comparaison de la plupart des autres pays, un taux d'emploi industriel supérieur à la moyenne.

La concurrence accrue entre les sites de production et les pays a signifié pour les entreprises allemandes qu'elles ont disposé d'un moyen de chantage nouveau contre les salariés. Pour éviter des délocalisations de production et des « licenciements pour raisons économiques » brandis comme menaces, les comités d'entreprise et les syndicats ont fait de multiples concessions dans des soi-disant « accords de garantie du site ». D'abord ce sont, dans les grandes entreprises, les prestations supérieures aux conventions collectives de branche qui furent démontrées pas à pas. Puis, les comités d'entreprise ont accepté dans la plupart des cas des conditions de travail inférieures aux conventions collectives de branche. Finalement, les syndicats ont même approuvé le fait que les conventions collectives qu'ils avaient signées soient vidées de leur contenu. Par « l'accord de

Pforzheim » de février 2004, le syndicat IG-Metall (*Industriegewerkschaft Metall*) a, par exemple, accepté la généralisation des négociations au niveau de chaque entreprise à propos de dérogations aux conventions collectives de branches, dans le but d'éviter des licenciements économiques et d'obtenir de la part des directions des promesses d'investissements. Dorénavant, il pouvait être dérogé aux normes des conventions collectives de branches non seulement dans des situations de crise de l'entreprise mais les patrons pouvaient, préalablement à tout investissement majeur, réclamer d'abord des concessions des syndicats. De cette façon, le syndicat a certes réussi à empêcher des licenciements économiques mais non une diminution des places de travail « socialement acceptable », par l'utilisation des fluctuations « naturelles », par des paiements d'indemnités de départ ou encore des retraites anticipées. De par les négociations au niveau de chaque entreprise et la négociation des dérogations et réductions des normes des conventions collectives, la logique des conventions collectives de branches a été fondamentalement transformée. Les conventions collectives nationales de branche ne forment désormais plus des normes minimums valables pour tous. A cela s'ajoute le fait qu'elles couvrent moins de rapports de travail, parce que le nombre de membres des associations patronales et les effectifs syndicaux ont chuté et parce que le gouvernement ne déclare plus aussi souvent que par le passé la force légale des conventions collectives.

Du fait de la détérioration des rapports de forces, les conditions d'exploitation se sont transformées en profondeur. On remarque entre autres un allongement des temps de travail. La durée hebdomadaire moyenne effective du travail en Allemagne est passée de 40 heures en 2003 à 41,1 heures en 2007. [4] C'est ainsi que l'Allemagne avait, en 2007, une semaine de travail plus longue que la moyenne européenne, plus précisément en quatrième position (en 2003 la durée hebdomadaire du travail se situait encore dans la moyenne européenne). La durée hebdomadaire effective est de 3,3 heures supérieure à la moyenne de ce que prévoient les conventions collectives. Si ces quelque 3 milliards d'heures supplémentaires, dont la moitié envi-

*L'Allemagne a conservé un taux d'emploi industriel supérieur à la moyenne.*

5

1. Le taux brut de profit est la part des profits dans le revenu national. Cf. Garnreiter et alia, 2008, p. 27.

2. Les partis politiques allemands traditionnels représentés au parlement fédéral sont :  
- la démocratie chrétienne, désignée par la couleur noire, le principal parti bourgeois, la Christlich Demokratische Union (CDU) et sa branche bavaroise, traditionnellement plus conservatrice, Christlich Soziale Union (CSU). Il s'agit d'un parti bourgeois populaire qui inclut aussi des secteurs syndicaux (syndicalisme chrétien).

- le parti libéral, désigné par la couleur jaune, Freie Demokratische Partei (FDP).

- le parti social démocrate, désigné par la couleur rouge, Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD).

A ceux-là s'ajoutent, relativement plus récents, les Verts et *Die Linke* (La Gauche), décrite en détail dans le texte. (NdT)

3. Mes propres calculs d'après des données de la Banque fédérale allemande. Ce n'est là qu'un indicateur de l'internationalisation de la production qui ne la saisit pas complètement. Il faut considérer aussi les salariés d'entreprises étrangères qui travaillent pour des donneurs d'ordres allemands.

4. Les chiffres cités par Steinrücke (2009) proviennent de la *European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions*, Dublin 2008. D'après Klaus Pickshaus (2009, p. 82), le microrecensement 2003 révélait déjà que la durée hebdomadaire moyenne des salariés à temps complet se situait en fait vers 41 heures. Selon l'analyse faite par le DIW des données du *Sozioökonomisches Panel* (SOEP), la durée hebdomadaire se situait même déjà vers 42,4 heures.

ron n'est pas payée, étaient éliminées, il faudrait calculer 1,7 million de places de travail supplémentaires (Steinrücke 2009, p. 55). L'allongement de la semaine de travail représente une rupture lourde dans le développement à long terme du capitalisme en Allemagne. Depuis le XIXe siècle, la production de *plus-value absolue* avait été limitée peu à peu par des luttes syndicales victorieuses et c'était là une des préconditions fondamentales pour la dominance au XXe siècle de la production de *plus-value relative*, le développement du fordisme et la transformation correspondante du salariat.

Depuis l'échec de la grève d'IG-Metall pour l'application de la semaine de 35 heures en Allemagne de l'Est en 2003, il n'y a plus eu d'initiative syndicale significative pour la diminution du temps de travail. IG-Metall avait alors dû interrompre la grève sans résultat parce qu'elle n'était pas en mesure de mettre en œuvre une pression suffisante, ce qui découlait aussi de la solidarité insuffisante à l'intérieur du syndicat. Quelques présidents de comités d'entreprise et syndicalistes éminents s'étaient prononcés durant la lutte (!) contre la grève et avaient refusé le soutien nécessaire. Depuis lors, il règne dans le syndicat la peur ne serait-ce que de remettre le sujet de la diminution du temps de travail à l'ordre du jour.

Les salaires bruts réels ont baissé d'environ 3 % entre 2002 et 2007, tandis que les revenus des profits et de la fortune ont augmenté d'environ 33 %. [5] Jamais auparavant dans la RFA les salaires réels n'avaient baissé durant une phase d'expansion conjoncturelle. A cette évolution des salaires ont certainement aussi contribué la politique sociale de l'Etat et sa politique à l'égard du marché du travail, en particulier l'abolition de l'aide aux chômeurs de longue durée et la baisse *de facto* de l'aide sociale à partir du 1.1.2005. A la place d'une indemnité de chômage en fonction du revenu assuré a été institué un versement forfaitaire, le « Arbeitslosengeld II » (populairement appelé « Hartz IV ») qui se situe au niveau de l'aide sociale. [6] Depuis lors, le secteur des bas salaires a connu une expansion significative.

Le gouvernement fédéral se vante que grâce à sa politique du marché du travail, le nombre de chômeurs est descendu de presque 5 millions en 2005 à 3,2 millions

en mars 2011. Mais il faut remarquer que le recul du nombre de chômeurs a été en partie obtenu grâce à des manipulations statistiques. C'est ainsi que les chômeurs qui ont accompli leur 58<sup>e</sup> année et qui ont perçu durant plus d'une année le versement de base pour les chômeurs (« Hartz IV ») ne sont plus comptés comme chômeurs. La même chose vaut pour les chômeurs malades et pour ceux qui sont enrôlés dans des « mesures d'évaluations de compétences et d'entraînement », dans des « mesures d'activation et de réintégration professionnelle » ou dans le « recyclage professionnel », en bref les chômeurs qui font l'objet de la politique active du marché du travail. La même chose vaut pour les chômeurs qui ont l'obligation d'accepter des « occasions de travail », lesdits « jobs à un euro » - il ne s'agit pas là de rapports de travail normaux et les personnes concernées continuent de toucher l'allocation de base pour chômeurs, mais ne comptent plus officiellement comme chômeurs. A cela s'ajoutent les chômeurs qui sont pris en charge par les agences privées de placement. Si on inclut tous ces groupes dans le calcul, alors le nombre de chômeurs se situait en mars 2011 non pas vers 3,2 millions mais vers 4,2 millions (cf. Agence fédérale pour le travail / Bundesagentur für Arbeit, 2011, p. 69). N'est pas prise en considération non plus, la « réserve silencieuse », c'est-à-dire celles et ceux qui ont abandonné la recherche d'un emploi (par exemple beaucoup de « femmes au foyer »). Cela sans parler des personnes sous-employées, qui sont certes salariées mais pas dans des rapports de travail complets réguliers.

Le nombre des salariés à plein temps inscrits aux assurances sociales a chuté de 23,9 millions fin juin 2000 à 22,2 millions fin juin 2009. Les rapports de travail à plein temps, à durée indéterminée, astreints à cotiser aux assurances sociales (lesdits « rapports de travail normaux ») ont été remplacés ces dernières années de plus en plus par des rapports de travail à durée déterminée, par le travail à temps partiel, par le travail temporaire contrôlé par les agences de placement et par les « emplois à bas taux d'occupation » ou « mini-jobs ». [7] En 2009, il y avait 4,93 millions de salariés occupés exclusivement dans des « emplois à

bas taux d'occupation », soit 12,2 % de tous les salariés (contre 10,4 % en 2000 ; voir Bundesanstalt für Arbeit 2001, Bundesagentur für Arbeit 2010).

La détérioration de la répartition des revenus au détriment des salariés n'a nullement été atténuée par la politique sociale de l'Etat de ces dernières décennies mais elle a été au contraire poussée toujours plus loin. Je ne mentionne ici à titre d'exemple que quelques mesures de la politique des pensions de retraite dont l'examen s'impose dans la mesure où les paiements de l'assurance vieillesse publique constituent la plus grande partie de la totalité des transferts de l'Etat social. Aujourd'hui déjà, pour beaucoup de retraités, leurs pensions ne suffisent guère pour vivre. La grande coalition noire-rouge (CDU / CSU / SPD, 2005-2009) a décidé en 2007 d'élever jusqu'à 67 ans de 2012 à 2029 l'âge d'entrée dans la retraite. Aujourd'hui, seulement 40 % des plus de 55 ans sont encore salariés. La « rente à 67 ans » est donc en premier lieu un programme de réduction des rentes. Rente à 67 ans veut dire : qui prend sa retraite à 65 ans touche 7,2 % en moins, qui part à la retraite à 63 ans perd 14,4 % (selon les calculs par le syndicat des services publics ver.di/Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft). Le soutien par l'Etat d'un passage graduel à la retraite, sous la forme du travail à temps partiel pour les salariés âgés, avait permis à beaucoup de salariés de sortir plus tôt du travail salarié sans grande perte de rente, mais ce programme a été arrêté en 2009. La coalition rouge-verte et la grande coalition avaient de toute façon diminué de fait les rentes en introduisant dans leur calcul le « facteur Riester » et le « facteur de durabilité ». [8] En outre les aides à l'assurance vieillesse pour les chômeurs de longue durée furent complètement supprimées par la coalition noire-jaune CDU / FDP à partir de 2011, dans le cadre de son « paquet d'économies ». Le but déclaré de ces réformes était de ne pas laisser monter dans les prochaines années le taux de cotisations retraites au-dessus de 20 % du salaire brut. Même en 2030, quand on prévoit que le nombre des retraités en proportion du nombre des salariés atteindra son maximum, le financement des retraites ne doit pas dépasser 22 %. Les salariés doivent donc

accepter des rentes plus basses ou consacrer beaucoup d'argent à la prévoyance complémentaire privée. Avec leurs plans d'épargne retraite privés, les salariés payent finalement plus d'argent pour la prévoyance vieillesse que si les cotisations à l'assurance retraites publique avaient augmenté. Par contre les capitalistes sont déchargés.

Le gouvernement actuel a mis en route un changement de système analogue de la politique de santé. Là aussi, il s'agit de supprimer le financement paritaire par des cotisations des salariés et des entreprises afin de mettre de plus en plus à la charge des seuls salariés le financement par des cotisations complémentaires. En outre, celles-ci sont conçues de plus en plus indépendamment du revenu (dans le sens d'une prime individuelle forfaitaire), ce qui entraîne au sein des salariés également une nouvelle répartition du bas vers le haut.

Le peu d'importance des services publics en Allemagne apparaît dans les dépenses pour « leurs » salariés. En Allemagne, les dépenses pour les salarié-e-s des services publics constituent 6,9 % du PIB, alors que dans l'UE elles se situent en moyenne vers 10,5 %.

L'inégalité sociale croît également entre les régions du pays. De fait, l'objectif politique de l'établissement de conditions de vie unitaires a été abandonné. La « construction de l'Est » s'est interrompue. Depuis 1996 le retard des « nouveaux Länder » par rapport aux anciens s'est consolidé, selon des indicateurs importants. Le PIB par personne se situe à l'Est vers 67,2 % du niveau de l'Ouest, la productivité du travail à 76,4 %, les salaires bruts sont à l'Est à 77,3 % de leur niveau à l'Ouest, les actifs en capital par habitant à 70,7 % (Notz 2009, p. 32).

Cette transformation des rapports de classe esquissée ici constitue la base des impressionnants surplus d'exportations que le capital allemand a réalisés dans les dernières années (cf. tableau 1).

## 2. LA GESTION ALLEMANDE DE LA CRISE

D'une manière analogue aux autres métropoles capitalistes, le gouvernement allemand a mis à disposition depuis 2008 des fonds considérables pour protéger les banques de l'effondrement. Cela renvoie d'une part à la forte position du capital

bancaire dans le bloc dominant et d'autre part au fait que les banques allemandes ont été relativement fortement touchées par la crise du marché des hypothèques *subprime* aux Etats-Unis. Cela vaut particulièrement pour les banques des Länder, les *Landesbanken*, qui font partie avec les caisses d'épargne du secteur bancaire de droit public. Celui-ci représente le troisième pilier du système bancaire allemand à côté des banques privées et des banques coopératives. Les banques des Länder sont la propriété des Etats fédéraux et des caisses d'épargne locales. En réalité, elles servent historiquement à des tâches de politique structurelle, au financement de la construction de logements sociaux, etc. En outre elles réalisent, en tant qu'instituts centraux du secteur des caisses d'épargne, des affaires qui sont fermées aux caisses d'épargne du fait de leur taille insuffisante. Il existe un réseau très serré de caisses d'épargne locales et de banques coopératives et ces deux types de banques occupent traditionnellement une forte position dans le « Retailbanking », c'est-à-dire la gestion des dépôts d'épargne. Les *Landesbanken*, elles, en revanche, n'ont pratiquement pas de réseau propre de filiales et souffrent, au contraire des caisses d'épargne, d'un déficit structurel de dépôts. Dans le passé, les *Landesbanken* étaient en mesure, grâce à la garantie de l'Etat, de proposer aux entreprises des crédits à des intérêts plus favorables que les banques privées. Cela représentait depuis longtemps une épine dans le pied des banques privées et celles-ci ont réussi grâce à leur travail de lobbying à faire déclarer inacceptable la garantie de l'Etat par la Commission de l'UE. De cette façon, et également en raison du retrait de l'Etat de la politique structurelle et de la construction de logements sociaux, les *Landesbanken* perdent leur domaine d'affaires classique. En lieu et place, et d'une manière analogue aux banques privées leaders du marché bancaire, elles se sont de plus en plus engagées dans la banque d'investissement et dans le marché international des titres – avec les conséquences que l'on sait. La crise a accéléré énormément le processus de concentration bancaire, tout particulièrement parmi les *Landesbanken*.

En comparaison avec les « paquets de sauvetage des banques », les « paquets



5. D'après des calculs du Syndicat des services publics ver.di sur la base des données de la comptabilité nationale.

6. Le montant de référence pour des personnes seules se situe actuellement vers 359 euros par mois. A cela s'ajoutent des compléments pour le loyer et les frais de chauffage. Le montant de référence pour un couple en ménage commun est de 323 euros par personne. Celui pour les enfants et les jeunes à charge se situe selon l'âge entre 215 et 287 euros.

7. Les « mini-jobs », appelés aussi « occupation de peu d'importance », sont un travail salarié payé maximum 400 euros par mois, soit des rapports de travail de courte durée. Les mini-jobs sont soumis à d'autres règles que les rapports de travail astreints aux assurances sociales, ils n'offrent en particulier aucune protection sociale comparable.

8. Walter Riester était ministre du Travail et de l'Ordre social dans le premier gouvernement de Gerhard Schröder (1998-2002). Il a développé les deuxième et troisième piliers de l'assurance vieillesse en Allemagne. (NdT)

conjuncturels» en faveur du capital industriel apparaissent relativement modestes. Cela renvoie au caractère du régime d'accumulation dominé par la finance et à la forte orientation vers les exportations du capital allemand. Bien que l'orientation unilatérale vers les exportations et le garrottage du marché intérieur allemand aient contribué dans une mesure importante aux déséquilibres internationaux et à la crise, le gouvernement allemand a misé avant tout sur une reprise de la demande

d'exportations allemandes et sur la possibilité que le secteur des exportations joue une fois de plus le rôle de locomotive de la conjoncture. Actuellement, il semble même que ce calcul réussisse encore une fois, comme le montrent les chiffres actuels de la croissance [selon Eurostat, le PIB réel en 2010 a augmenté de 3,6% par rapport à l'année précédente; les prévisions pour 2011 sont à hauteur de 2,6%]. Comme évoqué plus haut, le gouvernement allemand a été responsable dans

une mesure déterminante du fait qu'il n'y a eu aucune gestion coordonnée de la crise au niveau européen. Au lieu de cela, il s'est empressé par des mesures unilatérales de secourir l'industrie automobile en payant dans un délai donné une « prime à la casse » de 2500 euros pour chaque automobile mise au rebut ou pour l'achat d'une nouvelle. A ce propos, il faut savoir que la dépendance de l'Allemagne à l'égard de l'industrie automobile a encore augmenté depuis le début des années 1990. Alors que les autres secteurs de l'industrie manufacturière supprimaient des places de travail, l'emploi dans l'automobile est resté relativement stable. LIG-Metall ne fut pas en reste pour réclamer cette « prime à la casse ». L'importance de l'industrie automobile apparaît aussi très nettement si on compare les réactions différentes du gouvernement aux faillites de Opel et de Karstadt-Quelle, la chaîne de grands magasins. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement a soutenu Opel au moyen de crédits publics et de cautionnements alors que Karstadt-Quelle, une entreprise de taille comparable, a été abandonnée à son sort. Dans le cas d'Opel, il s'agit d'une entreprise industrielle orientée vers l'exportation et qui emploie surtout des hommes avec une forte organisation syndicale. Karstadt-Quelle est en revanche une grande entreprise du commerce de détail qui dépend plutôt du marché intérieur et emploie surtout des femmes qui ont une moindre force organisée.

Une mesure importante pour calmer le jeu a été le recours au chômage partiel. Les entreprises ont pu ainsi reporter leur masse salariale sur l'Etat en s'attachant simultanément leur personnel fixe pendant que des centaines de milliers de travailleurs temporaires étaient immédiatement mis à la rue. Les travailleurs mis au chômage partiel durent certes assumer des pertes de salaires, mais ils purent avant tout conserver leur emploi. Le paiement par l'Etat de ces indemnités pour travail à temps partiel a contribué d'une façon essentielle à permettre à la classe dominante d'éviter que la crise économique ne se répercute en Allemagne en une crise politique.

Il est pourtant manifeste aujourd'hui que ce sont les salariés qui doivent supporter les coûts de la crise. De nombreux obser-

## 8

**TABLEAU 1 : SOLDE DES EXPORTATIONS DE L'ALLEMAGNE 1991-2010 (EN MILLIARDS D'EUROS)**

	Exportations/ PIB	Importations/ PIB	Solde bal. comm./PIB
1991	25,8	26,2	- 0,4
1992	24,1	24,5	- 0,4
1993	22,3	22,3	0,0
1994	23,1	22,9	0,2
1995	24,0	23,5	0,5
1996	24,9	24,0	0,9
1997	27,5	26,2	1,3
1998	28,7	27,3	1,4
1999	29,4	28,5	0,9
2000	33,4	33,0	0,4
2001	34,8	32,8	2,0
2002	35,7	31,2	4,5
2003	35,6	31,7	3,9
2004	39,3	33,3	6,0
2005	40,9	35,8	5,1
2006	45,1	39,6	5,5
2007	46,9	39,8	7,1
2008	47,5	41,0	6,4
2009	40,8	35,9	4,9
2010	45,9	40,7	5,2

Source : Office fédéral statistique (*Statistisches Bundesamt*)

vateurs avaient supposé ou espéré que la crise conduirait à un changement de politique. Mais il n'y a pas eu de retour du keynésianisme, même si la classe dominante a naturellement tiré quelques enseignements du passé et que la gestion de la crise ressemble donc à tout autre chose que celle de l'époque du chancelier Brüning au début des années 1930. La continuité de la politique gouvernementale apparaît nettement dans le fait, entre autres, qu'au beau milieu de la crise un « frein à l'endettement » a été inscrit dans la Constitution. Cela sert à contrecarrer des mesures « keynésiennes » et oblige à éliminer le nouvel endettement de l'Etat fédéral d'ici à 2016 et des Länder jusqu'en 2020. Le « frein à l'endettement » limite dorénavant à 0,35 % du PIB l'émission maximale nette d'emprunts de l'Etat fédéral qui ne soient pas liés à la conjoncture. Des exceptions ne sont possibles qu'en cas de catastrophes naturelles ou de crises sévères.

Comme dans d'autres pays, le déficit budgétaire allemand a fortement augmenté à la suite de la crise. L'actuel « paquet d'économies » du gouvernement fédéral prévoit de le réduire principalement par des coupes dans les dépenses. Des augmentations des rentrées ne sont pas prévues. Il est même prévu une baisse accrue de la part des rentrées fiscales de l'Etat et des cotisations sociales au PIB en 2011. Le déficit d'aujourd'hui est à considérer également dans le contexte de la politique financière des dernières décennies. Par des baisses répétées d'impôts, l'Etat a ces derniers dix ans renoncé à environ 300 milliards d'euros de rentrées fiscales. Le gouvernement rouge-vert, en particulier, a diminué nettement l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les entreprises. La grande coalition des chrétiens démocrates et des sociaux-démocrates a, il est vrai, obtenu des rentrées fiscales supplémentaires, mais par le moyen de l'augmentation de la TVA qui est socialement tout aussi régressive. Les paquets conjoncturels de la grande coalition et la « loi pour l'accélération de la croissance » du gouvernement noir-jaune CDU/FDP ont, avec les pertes de rentrées fiscales dues à la crise, conduit à de nouvelles pertes de rentrées pour l'Etat. Si les taux d'impôts et de taxes étaient encore aussi élevés qu'en 2000, le déficit ne serait de



## Le gouvernement allemand parie sur une division entre salariés et chômeurs.

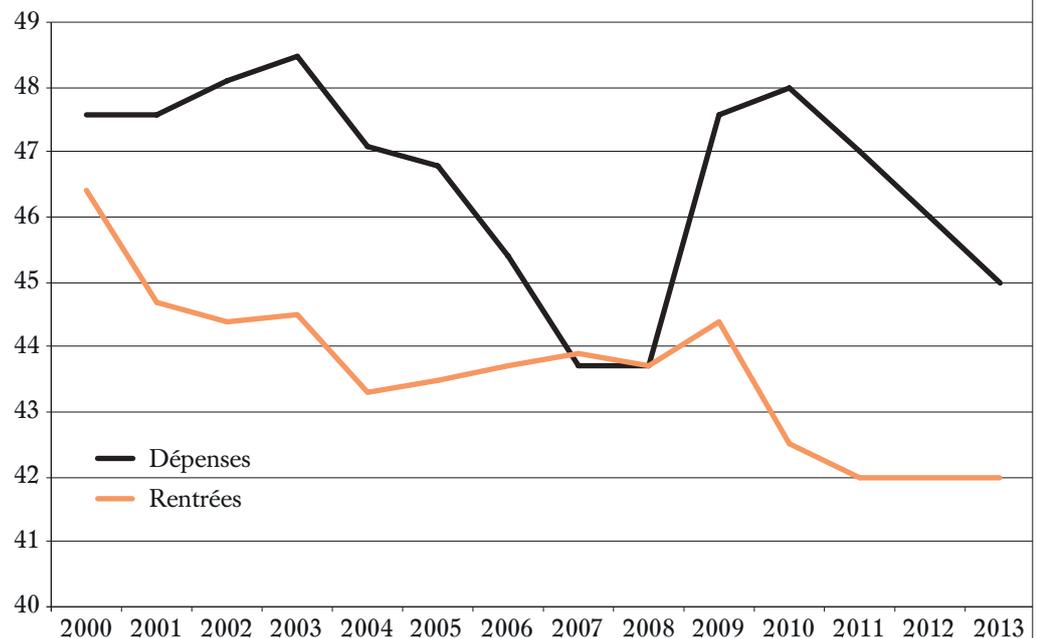
loin pas si grand. Mais de 2000 à 2010, la part des rentrées de l'Etat au PIB a été abaissée d'environ 4 % (cf. graphique 1). Le poids principal des coupes dans les dépenses publiques se situe dans les prestations aux chômeurs de longue durée et aux bénéficiaires de l'aide sociale. Les coupes prévues dans le domaine social font un total de 30 milliards d'euros jusqu'en 2014 et constituent plus du tiers des économies prévues. Dans l'administration publique, le gouvernement fédéral prévoit une réduction de jusqu'à 15'000 places de travail. Comme les tâches de l'Etat ne diminuent pas avec la réduction des postes, la pression au travail sur les salariés du service public va continuer de

croître et il y aura plus de dépenses pour des partenariats privé-public et pour les honoraires payés à des experts externes – par exemple dans l'élaboration des projets de loi (cf. ver.di 2010, 5f).

Manifestement, le gouvernement parie très consciemment sur une division entre salariés et chômeurs. Il évite une confrontation avec les troupes du noyau des syndicats en attaquant avant tout les chômeurs. D'un côté, cette stratégie est dans la ligne de la politique dominante des dernières années et des dernières décennies. D'un autre côté, cette stratégie a également été suggérée au gouvernement par des secteurs des syndicats. Il y a ainsi eu une déclaration du syndicat



**GRAPHIQUE 1: LA PART DE L'ÉTAT ET DES ASSURANCES SOCIALES DANS LE PIB ALLEMAND**



Source : ver.di 2010, p.3 (d'après des données de l'Office fédéral de la statistique et des plans du Gouvernement fédéral dans le cadre du programme allemand de stabilité). Estimations pour 2010-2013.

des mines, de la chimie, et de l'énergie (IG-Bergbau-Chemie-Energie/IG-BCE) pour dire que si le gouvernement attaquait les déductions fiscales pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail, ou la non-soumission à l'impôt sur le revenu des compléments de salaire pour travail de nuit ou durant les dimanches et jours fériés, alors le syndicat se défendrait contre cela « par tous les moyens ». [9] Inversement, le gouvernement pouvait donc en conclure que le syndicat IG-BCE ne bougerait pas beaucoup contre d'autres mesures. [10] Le président de l'IG-BCE, approuvait même dans la même interview la suppression du taux moindre de la TVA pour une série de produits alimentaires – une mesure socialement régressive qui frapperait surtout les pauvres.

Il est important de considérer ce qui a été discuté abondamment mais que le gouvernement n'a pas décidé : il n'y a pas de hausse des impôts sur le capital, pas d'élévation du taux maximum d'impôt pour les hauts revenus, pas de rétablissement de l'impôt sur la fortune et pas d'augmentation de l'impôt de succession pour les gros héritages, comme la gauche et les syndicats le réclamaient. Les entreprises et les riches ne contribuent rien à l'équilibre du budget de l'Etat. La finance en particulier ne participe pratiquement pas aux coûts de la crise. La « taxe bancaire » décidée par le gouvernement ne rapportera guère que 6 milliards d'euros et cet argent est exclusivement prévu pour provisionner un « fonds de restructuration » pour des mesures de sauvetage des banques dans des crises futures, c'est-à-dire qu'il ne contribue en rien à soulager les budgets publics (ver.di 2010, 6f). On a certes débattu d'un impôt sur les transactions financières ou sur le chiffre d'affaires des bourses, mais il n'existe aucun plan concret. Le gouvernement invoque que seules des mesures décidées internationalement, respectivement au niveau européen, sont possibles – cet argument servant à justifier sa propre passivité.

Après de longues discussions, le gouvernement a décidé la création d'un impôt sur le combustible nucléaire, limité dans le temps jusqu'en 2016, que devront acquitter les exploitants de centrales nucléaires. Cet impôt doit produire des rentrées de 2,3 milliards d'euros. En outre,

les entreprises atomiques devront acquitter jusqu'en 2016 d'une taxe exceptionnelle pour le développement des énergies renouvelables à hauteur de 1,4 milliard d'euros. En échange, les producteurs d'énergie ont obtenu la promesse qu'ils pourront exploiter leurs centrales nucléaires en moyenne 12 ans de plus, ce qui leur accorde des profits supplémentaires d'environ 30 milliards d'euros. Ainsi le plan de sortie du nucléaire convenu en 2000 entre le gouvernement rouge-vert et les entreprises atomiques n'est plus qu'un chiffon de papier. La politique atomique du gouvernement se heurte en ce moment à une considérable résistance de la part du mouvement antinucléaire qui est de nouveau devenu plus fort. La catastrophe de Fukushima a renforcé encore la résistance, à tel point que le gouvernement s'est vu obligé à faire des concessions. Le gouvernement a ordonné aux exploitants de retirer provisoirement du réseau les sept plus vieilles centrales nucléaires. Durant un « moratoire nucléaire » de trois mois, la politique nucléaire doit être débattue à nouveau et toutes les centrales nucléaires allemandes sont censées être soumises à un examen de sécurité. [En date du 30 mai 2011, après une difficile négociation au sein de la coalition gouvernementale, annonce a été faite que la plus grande partie des 17 réacteurs allemands seraient mis hors service d'ici à fin 2021. Les 3 réacteurs les plus récents devraient être mis hors service à fin 2022.]

Des économies mineures ont été intégrées dans le cadre du paquet d'économies pour l'armée, la Bundeswehr. Mais les économies prévues sont associées à la transformation en cours de l'armée issue de l'époque de la Guerre froide en une armée plus petite mais capable d'intervenir partout dans le monde, composée principalement de soldats de métier. Des économies bien plus importantes seraient possibles si le gouvernement retirait enfin la Bundeswehr d'Afghanistan, comme le souhaite la majorité de la population, et renonçait en outre à sa politique militaire planétaire.

Le gouvernement fédéral n'est pas seulement revenu relativement tôt à une politique d'équilibre budgétaire, mais il a essayé de généraliser cette politique dans l'UE et dans le G20. C'est là qu'il s'est heurté à une critique massive du gouver-

nement des Etats-Unis et de beaucoup d'économistes étrangers qui redoutent qu'une politique d'économies prématurée provoque une aggravation de la crise, voire une récession à deux chiffres (« double dip »). Comme j'ai essayé de l'expliquer, cette attitude si dure du gouvernement allemand est liée au modèle de développement spécifique orienté vers les exportations et à la position relativement forte du capital allemand.

L'Allemagne a longtemps refusé des crédits publics ou des cautionnements en faveur de la Grèce menacée de faillite. Le gouvernement allemand a hésité parce que d'un côté il voulait certes éviter un éclatement de l'UE (après tout le capital allemand est le grand profiteur de l'intégration européenne), d'un autre côté il voulait éviter un ramollissement du Pacte de stabilité de l'euro. En cela, le gouvernement se trouvait dans un vrai dilemme. L'hésitation du gouvernement est à considérer sur la toile de fond qu'est l'existence de diverses fractions du capital allemand qui ont chacune des intérêts différents dans leurs rapports avec l'UE. Il est vrai que la plus grande partie des exportations et des investissements directs allemands vont dans l'UE. Mais l'UE a, dans une certaine mesure, perdu en importance pour le capital monopolistique allemand. Si dans les années 1980 et 1990, l'UE était un tremplin nécessaire pour l'expansion mondiale du capital allemand, aujourd'hui les intérêts dans d'autres régions du monde, comme par exemple en Extrême-Orient, croissent entre-temps plus vite que ceux au sein de l'UE. (voir tableau 2)

### 3. DE LA CRISE ÉCONOMIQUE À LA CRISE POLITIQUE ?

Les contradictions au sein du bloc dominant se sont assurément approfondies du fait de la crise. Néanmoins le bloc au pouvoir en Allemagne apparaît plus stable que dans beaucoup d'autres pays. Même les querelles occasionnelles des partis de gouvernement ne peuvent pas tromper à cet égard. Tant qu'il n'y a pas de mouvements de masse qui offrent une résistance contre la politique dominante de gestion de la crise, la crise économique ne débouchera ni en crise politique, ni en crise de l'Etat. Pour le moment, on peut tout au plus parler de phénomènes isolés qui

pourraient, si les conditions changeaient, se cristalliser en une crise politique. Les protestations contre le report des coûts de la crise sur les salariés sont relativement faibles. Seulement environ 70'000 personnes ont pris part au printemps 2009 à deux manifestations nationales centrales d'une alliance de gauche sous le slogan « nous ne payons pas votre crise ». Une année plus tard, au printemps 2010, elles n'étaient plus que 40'000-50'000 à participer aux deux manifestations suivantes organisées par la même alliance. Pour le moment, les forces dominantes ne se heurtent à une résistance massive que dans la politique atomique et à Stuttgart contre le projet de déplacement sous terre de la gare (« Stuttgart 21 »).

S'il y a peu de résistance active contre la politique du gouvernement fédéral, il règne néanmoins une frustration répandue que reflètent les sondages d'opinion. Depuis le printemps 2010, les partis au gouvernement ont nettement perdu en soutien et n'auraient pas de majorité si des élections avaient lieu maintenant. Le FDP, en particulier, qui s'est depuis longtemps profilé sur une politique de baisse des impôts, a eu des difficultés à s'accommoder de la nouvelle situation engendrée par la crise et à accepter le primat de l'équilibre budgétaire défendu par la CDU/CSU. Les querelles au sein de la coalition gouvernementale ont fait perdre plus de partisans au FDP qu'à la CDU/CSU. Le SPD et surtout les Verts ont en revanche gagné en faveurs. Certaines enquêtes d'opinion indiquent que les Verts seraient en ce moment même plus forts que le SPD. C'est pourquoi le SPD a déjà mis en garde son partenaire de coalition favori contre la désignation d'un candidat à la Chancellerie. Le parti *Die Linke*, par contre, n'a pas pu profiter des déplacements politiques provoqués par la crise et a même encore perdu des partisans selon les derniers sondages. Ces évolutions se sont concrétisées lors des élections aux parlements des Länder de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat le 27 mars 2011.

La CDU/CSU a manifestement des difficultés croissantes à intégrer son aile droite. Les médias bourgeois discutent actuellement beaucoup de la possibilité de l'apparition d'un nouveau parti popu-

11

liste de droite. Les forces conservatrices préféreraient certainement qu'une majorité bourgeoise stable soit possible sans les sociaux-démocrates ni les Verts. Le fait qu'en Allemagne, à la différence de quelques-uns de ses pays voisins, aucun parti de masse néoraciste n'ait encore pu s'établir est dû d'une part aux divisions internes des forces d'extrême droite et néofascistes et au manque d'un chef charismatique, mais d'autre part au fait que *Die Linke* a absorbé une grande partie du potentiel de protestation qui pourrait dans d'autres circonstances s'articuler aussi partiellement de façon raciste ou nationaliste. Les discours xénophobes et anti-islamiques gagnent actuellement de nouveau en importance – comme dans la crise au début des années 1990 lorsque le droit d'asile pour les réfugiés politiques a été restreint. Présentement, ce sont des mesures pénales qui sont réclamées, pas

**TABEAU 2: PARTS DES EXPORTATIONS ALLEMANDES ET DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS VERS DES RÉGIONS ET UNE SÉLECTION DE PAYS (EN %)**

	Part aux exportations allemandes		Croissance annuelle moyenne des exportations de 1995 à 2008
	en 1995	en 2008	
Total	100	100	7,5
UE 15	58,2	51,4	6,5
Zone Euro	46,5	42,6	6,8
UE 27	64,1	63,3	7,4
Etats-Unis	7,3	7,3	7,5
Chine	1,4	3,5	15,0
Russie	1,4	3,3	15,0
Inde	0,6	0,8	10,1
Turquie	1,2	1,5	9,5
Mexique	0,5	0,7	11,0

Source: Office fédéral statistique 2010, p.13.

9. Le président de l'IG-BCE déclara dans une interview au journal *Kölner Stadtanzeiger* du 4 juin 2010 exactement ce qui suit quand le journaliste lui demanda ce que le syndicat ferait en cas de suppression de l'exemption fiscale des compléments de salaire pour travail de nuit, du dimanche et des jours fériés : « Nous nous défendrons contre cela par tous les moyens possibles. C'est pourquoi je ne peux que mettre en garde la coalition noire-jaune : si elle touche à cela, elle franchit la ligne rouge. Ce sera alors vraiment la bagarre – sans que nous ayons besoin de beaucoup mobiliser pour cela. Le sujet mobilise les gens tout seul. Car les travailleurs par équipes ressentent de telles attaques comme profondément injustes. Le gouvernement devrait alors s'attendre à affronter des fortes protestations. » Le syndicat des services publics Verdi a lui aussi annoncé « une forte résistance des syndicats » si le gouvernement devait attaquer les forfaits pour déplacements entre domicile et lieu de travail ou l'exemption fiscale des compléments de salaire pour travail de nuit, le dimanche et les jours fériés (ver.di 2010, p. 7).

10. Les déductions fiscales pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail ou la non-soumission à l'impôt sur le revenu des compléments de salaire pour travail de nuit ou durant les dimanches et jours fériés étaient déjà mis en question dans la discussion des réformes fiscales envisagées sous les gouvernements précédents et avaient été défendues par les syndicats avec véhémence. D'après les déclarations du président de l'IG-BCE, un ouvrier marié de la BASF travaillant en équipes avec un revenu mensuel d'à peine 3000 euros, dans la classe d'impôts 3, perdrait par années 4000 euros net.

seulement par des conservateurs, mais aussi par des dirigeants sociaux-démocrates pour forcer « l'intégration » de personnes « issues de l'immigration » so-disant « réfractaires à l'intégration ».

Dans l'évaluation des déplacements entre les partis politiques, il faut aussi tenir compte du fait qu'il existe depuis des années une mauvaise humeur généralisée à l'égard de la politique et des partis qui s'exprime par exemple dans une participation électorale en baisse. La participation aux élections au Parlement fédéral a chuté d'un niveau record de 91,1% en 1972 à 82,2% en 1998 et à 70,8% en 2009. Dans les Länder d'Allemagne de l'Est, la participation électorale est nettement plus faible qu'en Allemagne de l'Ouest. Cela a certainement un rapport avec le déclin de la démocratie depuis les années 1970 (la « postdémocratie » selon Colin Crouch.) [11]

#### 4. POURQUOI LA RÉSISTANCE CONTRE LA POLITIQUE DOMINANTE DE GESTION DE LA CRISE EST-ELLE SI FAIBLE ?

Le fait que la politique de gestion de la crise du gouvernement fédéral se heurte à si peu de résistance est lié à la condition dans laquelle se trouvent les gauches et les syndicats. La gauche radicale, anti-capitaliste, est marginale dans la société. De nombreux groupes défendent des positions sectaires. Dans l'attitude à avoir à l'égard de la Palestine et d'Israël, la gauche allemande est profondément divisée. Depuis la réunification allemande s'est développé dans la gauche un courant « antiallemand » dans lequel se mêlent des positions antipolitiques, pro-israéliennes et hostiles à l'islam. Même si la critique de l'antisémitisme est profondément justifiée, ces courants ont largement perdu le sens des proportions politiques, tant pour ce qui est de la lutte de classe à l'intérieur

de la société que de la critique de l'impérialisme. La partie non sectaire de la gauche radicale a une certaine influence, mais minoritaire, dans le mouvement antiglobalisation, les syndicats et dans le parti *Die Linke*.

La seule organisation extraparlamentaire critique de la mondialisation jouissant d'une certaine influence est Attac. Ce réseau a certes gagné jusqu'à récemment des membres, mais il existe un fossé entre le nombre relativement élevé d'environ 22'000 membres et le cercle relativement petit de ceux qui sont réellement actifs et portent les actions politiques. Attac a perdu en attractivité ces dernières années, le nombre des membres actifs et des groupes locaux capables d'agir a plutôt diminué. Au sein d'Attac, la question de savoir si le réseau devait se limiter à la critique de la mondialisation dans un sens étroit ou s'il devait aussi s'occuper de questions de politique intérieure et sociale a toujours été un sujet de discorde. De façon réjouissante, il s'est produit une ouverture thématique – l'idée s'est imposée qu'il existe des connexions entre la mondialisation et, par exemple, la privatisation des chemins de fer ou la politique de la santé. En même temps, Attac est resté largement un réseau anti-néolibéral – et justement pas une organisation anti-capitaliste de lutte de classe. La largeur du réseau est une force mais parfois aussi un frein.

On peut faire des remarques analogues à propos du parti *Die Linke*, qui n'existerait pas aujourd'hui sans la transformation néolibérale de la social-démocratie et les luttes contre « Hartz IV ». Le parti réunit des partisans de la défunte RDA, des victimes de son effondrement, des sociaux-démocrates déçus, des membres d'organisations trotskistes et d'autres gauches bigarrées. Le nombre de membres de *Die Linke* a passé d'environ 71'000 lors de sa fondation en 2007 à 78'046 à fin

2009, pour retomber toutefois à 73'658 à fin 2010. En proportion de la population globale, les partisans de *Die Linke* d'Allemagne de l'Est sont de loin surreprésentés. Mais ils y sont aussi particulièrement vieux et les effectifs en Allemagne de l'Est diminuent lentement. En Allemagne de l'Est, *Die Linke* est partiellement un parti de gouvernement et il y a beaucoup de mandats communaux ou au niveau des Länder à distribuer. La désindustrialisation en Allemagne de l'Est fait que la référence à la classe ouvrière et aux syndicats y est relativement faible tandis que les restrictions budgétaires y sont très dures. Le corps des permanents du parti y est plutôt pragmatique et tourné vers l'action gouvernementale ; l'aile droite du parti, organisée dans le « Forum Demokratischer Sozialismus » domine. A l'Ouest, par contre, le rapport aux syndicats est plus fort et c'est des positions keynésiennes de gauche qui dominent dans le parti. Le but « socialiste » du parti consiste en l'idée d'une économie mixte, soit une économie socialiste de marché. Selon cette conception, l'influence de l'Etat sur l'économie doit être renforcée par une politique de régulation, la propriété étatique et coopérative doit jouer un rôle plus grand, mais la propriété privée des moyens de production n'est pas fondamentalement mise en question. Seule une minorité du parti a une attitude critique à l'égard de telles conceptions d'un socialisme de marché. Les positions réformistes et keynésiennes de gauche qui dominent dans le parti correspondent certes aux intérêts économiques immédiats des salariés, mais le parti n'a au fond aucune réponse à la concurrence internationale entre sites de production ni aux possibilités qu'offre cette concurrence d'exercer un chantage sur les travailleurs. Les sociaux-démocrates de droite, eux, sont des néolibéraux qui, à leur façon, prennent au sérieux le problème de la compétitivité. Ils apparaissent donc à cet égard plus réalistes. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que la majorité des salariés suive plutôt le SPD (voire la CDU / CSU) et non pas *Die Linke*.

La concentration de *Die Linke* sur l'activité parlementaire et les élections reproduit une forme de politique de la représentation qui devrait plutôt être critiquée et surmontée. Les fractions parlemen-

taires dominant dans le parti, ne serait-ce que parce qu'elles disposent de ressources supérieures. Dans *Die Linke* il y a moins de réflexion sur la *forme* de la politique et du politique que chez les Verts à leurs débuts. *Die Linke* n'est nullement un « parti de type nouveau » ou « un parti anti-partis » mais bel et bien un parti assez conventionnel. D'un autre côté, *Die Linke* se réfère plus fortement aux salariés que les Verts. Malgré ses limitations structurelles, *Die Linke* est actuellement un appui matériel et institutionnel important pour les mouvements sociaux et un rempart contre la nouvelle droite.

Dans les syndicats domine le corporatisme de la concurrence, c'est-à-dire que le primat de la capacité concurrentielle n'est pas mis en question. Il est symptomatique qu'IG Metall dans la crise actuelle se soit engagé pour la première fois dans une lutte pour le renouvellement des conventions collectives sans avancer aucune revendication salariale concrète. La gauche syndicale, qui réclame une politique combative, stagne et ne représente qu'une minorité des salariés. La lutte contre le salariat est malheureusement aujourd'hui loin des préoccupations des syndicats. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'inclination à des positions racistes, nationalistes et néofascistes soit plus répandue parmi les membres des syndicats que dans la moyenne de la population, comme l'ont montré des enquêtes empiriques. Tant que des alternatives socialistes sont discréditées et qu'une organisation internationale apparaît irréaliste, il est compréhensible que les salariés cherchent à défendre leurs intérêts économiques corporatifs également en excluant l'Autre. Plus la concurrence s'accroît, plus il est difficile d'organiser la solidarité à un haut niveau. Le collectif national prend la place de la solidarité internationale, la place des régulations unitaires nationales est prise par des régulations spécifiques de chaque branche, les accords de branche sont minés par des accords de garantie de la compétitivité du site et quand il n'y a même plus de solidarité dans l'entreprise, c'est alors le chacun pour soi. Depuis le début des années 1990, les syndicats ont perdu environ la moitié de leurs membres. En 2010, les syndicats du DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund / Fédération alle-

mande des syndicats) avaient encore 6,2 millions de membres. Si, en 1996, 70 % des salariés en Allemagne de l'Ouest et 56 % en Allemagne de l'Est travaillaient encore dans des entreprises avec contrat collectif de branche, en 2009 ce n'étaient plus que 56 % en Allemagne de l'Ouest et 38 % en Allemagne de l'Est. [12]

Ni les syndicats ni la gauche n'ont été en mesure d'empêcher que les salariés paient pour la crise. En partie, la gauche était divisée sur la manière de réagir à la crise. Cela vaut en particulier pour l'attitude à adopter à l'égard des banques. Certains estimaient indispensable le sauvetage des banques afin d'éviter le pire. D'autres plaidèrent pour laisser les banques faire faillite. Il s'agit réellement d'une question compliquée. D'un côté, certaines banques, comme la Hypo Real Estate (HRE) qui a été « sauvée », se sont révélées être des « puits sans fond ». La HRE, en particulier, joue en Allemagne un rôle analogue à l'AIG (assurance) aux États-Unis : l'État a plusieurs fois injecté des milliards qui sont allés en fin de compte aux partenaires privés de cette banque, donc à d'autres banques et aux investisseurs institutionnels. Mais si avait eu lieu une « coupe des cheveux », c'est-à-dire une annulation extensive de créances ou des faillites de banques, une partie des salariés auraient également été touchés en tant qu'épar-

gnants. La crise de l'automobile, et celle d'Opel en particulier, offrait l'occasion de lier la revendication de la nationalisation de cette industrie clé avec le concept d'une reconversion écologique et d'une politique des transports et de l'aménagement du territoire fondamentalement différente. Mais la gauche n'était pas en

*Plus que 56% des salariés en Allemagne de l'Ouest et 38% en Allemagne de l'Est travaillent encore dans des entreprises avec contrat collectif de branche.*

13

11. Colin Crouch (1944), professeur à l'université de Warwick, auteur du livre *Postdemocracy* (Wiley, John & Sons, London, 2004) dans lequel il décrit le retour à une constellation analogue à celle qui au XIXe siècle faisait de la politique le domaine réservé d'une élite spécialisée privilégiant ses liens avec les milieux d'affaires et qui fait aujourd'hui des élections un spectacle arrangé où le choix est entre les seules formules déjà décidées par l'élite. (NdT)

12. Selon les données du groupe de travail entreprises de l'*Institut für Arbeitsmarkt – und Berufsforschung* (IAB). Voir Ellguth et Kohaut, 2010, page 206.

mesure de prendre de telles initiatives concrètes ou quand elle l'a fait, c'était trop tard. En automne 2010, la Fondation Rosa Luxemburg, proche de *Die Linke*, a organisé un grand congrès consacré aux problèmes de l'industrie automobile – une bonne initiative mais qui est arrivée malheureusement une ou deux années trop tard.

Comme dit plus haut, le nombre de participants aux manifestations de l'alliance « Nous ne payons pas pour votre crise », qui regroupe les diverses forces de la gauche et des mouvements sociaux, a diminué en 2010. Un « blocus des banques » projeté durant l'été 2010 à Francfort sur le Main a dû être annulé quand il s'est avéré que la mobilisation allait être trop faible. La raison à cela réside dans une large mesure dans les divisions de la gauche. Dans plusieurs villes, il n'a même pas été possible de constituer des alliances locales capables d'agir.

Dans ces conditions, les dominants ne rencontrent guère de difficultés pour imposer leur politique. La chancelière Angela Merkel a déclaré publiquement en mai 2009 : « *Les cartes sont en train d'être brassées nouvellement. (...) Nous voulons sortir renforcés de cette crise.* » [13] Si « nous » veut dire le capital allemand, alors Merkel pourrait avoir atteint son objectif. Du fait de sa dépendance envers les exportations, l'Allemagne a été fortement touchée par la crise économique mondiale. Mais le capital allemand profite en ce moment beaucoup de la croissance de pays comme la Chine, la Russie, l'Inde, etc. Cela ne veut bien sûr pas dire que les contradictions qui ont conduit à la récente crise en sont levées pour autant. Au contraire, ces contradictions s'aggravent objectivement. Au sein de l'UE, en particulier, on assiste à une polarisation croissante pas seulement entre les classes, mais également entre des pays comme l'Allemagne qui apparaissent dans la concurrence capitaliste comme des gagnants, et d'autres pays placés dans la position de perdants. Mais le développement du « facteur subjectif » n'avance pas encore au rythme des développements objectifs. ✱

### Bibliographie :

Bundesagentur für Arbeit, *Der Arbeits- und Ausbildungsmarkt in Deutschland*, rapport mensuel, mars 2011, Nuremberg 2011.

Bundesagentur für Arbeit (2010), *Arbeitsmarkt 2009. Amtliche Nachrichten der Bundesagentur für Arbeit*, 58. Jg., Sondernummer 2, Nuremberg, mai 2010.

Bundesanstalt für Arbeit, *Arbeitsmarkt 2000. Amtliche Nachrichten der Bundesanstalt für Arbeit*, 49. Jg., Sondernummer, Nuremberg, 28.6.2001.

Ellguth, Peter / Kohaut, Susanne, « Tarifbindung und betriebliche Interessenvertretung: Aktuelle Ergebnisse aus dem IAB-Betriebspanel 2009 », in *WSI-Mitteilungen*, 63. Jg., Heft 4 / 2010, pp. 204-209.

Garnreiter, Franz u.a., *Finanzkapital. "Entwaffnet die Märkte!" – Spekulation. Krisen. Alternativen*, Institut für sozial-ökologische Wirtschaftsforschung, isw, Rapport Nr. 75, Munich, 2008.

Notz, Gisela, « Frauenerwerbsarbeit – 20 Jahre nach der Wende », *Lunapark 21*, Zeitschrift zur Kritik der globalen Ökonomie, Heft 7, Herbst 2009, 31f.

Pickshaus, Klaus, « Arbeitszeitverkürzung – nur eine Erinnerung aus der Vergangenheit? Wir brauchen eine gesetzliche Höchstarbeitszeit », in : Stephan Krull u.a. (Hg.), *Schritte aus der Krise*, Hamburg, 2009, pp. 81-85.

Statistisches Bundesamt, *Export, Import, Globalisierung. Deutscher Aussenhandel und Welthandel 1990 bis 2008*, Wiesbaden, 2010.

Steinrücke, Margareta, « Arbeitszeitverkürzung aus geschlechterpolitischer Perspektive », in : Stephan Krull u.a. (Hg.), *Schritte aus der Krise*. Hamburg, 2009, pp. 54-64.

ver.di – Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft, Bundesvorstand Berlin, Bereich Wirtschaftspolitik, *Reiche verschonen – Wachstum und Sozialstaat ruinieren. Zum Sparpaket der Regierung*, Wirtschaftspolitische Informationen 1 / 2010, Berlin, juin 2010.

WILLI HAJEK

A L L E M A G N E

# IMPRESSIONS DES LUTTES OUVRIÈRES

LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS ALLEMANDS MÈNENT TOUTES SORTES DE LUTTES  
POUR SE DÉFENDRE CONTRE UN CAPITALISME QUI IMPOSE SON MODÈLE TOURNÉ VERS  
LES EXPORTATIONS AVEC LA COMPLICITÉ DES GRANDS SYNDICATS.

15

Il y a quelques années, c'était en 2004 pour être plus précis, un congrès de la Gauche syndicale (Gewerkschaftslinker) avait connu une discussion animée à propos de la question de savoir d'où viennent les grands mouvements. Naissent-ils des collines ou des marais? Les collines, ce sont les grandes entreprises et tout particulièrement les industries métallurgique et automobile. Dans ces industries-là il y a toujours eu des groupes d'opposition fortement organisés dans les entreprises, qui ne se fiaient pas à l'action représentative du syndicat mais encourageaient et soutenaient l'autonomie des salariés de l'entreprise. Une pratique qui avait conduit dans les années 1970 et 1980 à une série de grèves sauvages, donc non contrôlées par les centrales syndicales,

mais animées depuis les entreprises par des syndicalistes de base. Qu'on pense aux grèves chez Ford à Cologne en 1972 qui ont vu pour la première fois la participation visible de l'immigration turque et, la même année, les grèves chez les sous-traitants de l'automobile menées surtout par des ouvrières immigrées comme chez Pierburg à Neuss. Les syndicats officiels de l'IG-Metall [1] avaient alors réagi par des procédures d'exclusion, mais ils n'avaient pas pu éviter que les années suivantes une opposition de base prenne racine dans de nombreuses grandes entreprises comme chez Opel à Bochum ou chez Daimler à Stuttgart.

Mais le débat dans la Gauche syndicale n'avait alors pas seulement envisagé d'attendre la disposition à agir des collines mais avait voulu examiner plus attentivement les marais qui s'élargissaient toujours plus, ce domaine toujours plus grand du travail précaire et des secteurs peu organisés syndicalement des petites et moyennes entreprises ainsi que de la force de travail «prêtée» aux entreprises par les agences de travail temporaire (Leiharbeit).

Aujourd'hui la question serait donc plutôt: comment pouvons-nous depuis les collines et depuis les marais agir ensemble malgré les conditions initiales et les formes organisationnelles très différentes? ➤

\* Willi Hajek anime le réseau d'information *Labournet.de*

1. Industriegewerkschaft Metall / Syndicat industriel métal. Un des huit syndicats de branche du Deutscher Gewerkschaftsbund (Union allemande des syndicats) qui est l'organisation faïtière des syndicats allemands, héritière des syndicats d'inspiration sociale-démocrate fondés à la fin du XIXe siècle. Le DGB comptait en 2002 sept millions de membres. – Réd.

## AVANT LA CRISE DE 2008

A mon avis, avant l'éclatement de la crise, il y a eu trois événements importants qui ont eu une grande signification pour l'évolution jusqu'à aujourd'hui. Malheureusement les divers courants de la gauche allemande ne les ont guère étudiés de près :

1. En 2004, la lutte défensive du personnel d'Opel à Bochum contre les licenciements massifs. Une assemblée des délégués d'atelier (Vertrauensleute/personnes de confiance) prit la décision d'occuper l'entreprise. Les syndicalistes de base prirent ainsi le contrôle de l'usine, soit presque 10 000 travailleurs. Un grand mouvement de solidarité s'est étendu à la région de la Ruhr et à tout le pays. C'était enfin du sérieux et de l'action. Les fonctionnaires syndicaux de l'IG-Metall restèrent en dehors du mouvement et n'eurent guère d'influence durant ces six jours. Ces six jours de prise de pouvoir furent ressentis comme un coup d'arrêt aux concessions incessantes aux patrons. La peur avait changé de camp. Le résultat fut vécu comme une demi-victoire. Les effectifs furent diminués mais sur une base volontaire avec une forte indemnité de départ, entre 100 000 et 200 000 euros pour la plupart.

2. Le gouvernement SPD/Verts du chancelier Gerhard Schröder annonça en 2004 de nouvelles mesures aggravées contre les personnes sans revenu, les « potentiels fainéants et planqués ». Ils ne devaient désormais plus pouvoir vivre des généreuses aides aux chômeurs en restant couchés dans leur hamac, mais il fallait rendre plus sévères les contrôles administratifs (en obligeant à ouvrir toutes les pièces des dossiers personnels). Les taux des indemnités de chômage furent diminués. L'inventeur de ce paquet de mesures était Peter Hartz, chef du personnel chez Volkswagen, chouchou du SPD et de l'appareil du syndicat IG-Metall. Il fallait amener les gens à ne plus formuler des exigences à l'égard du travail salarié. Quelques années plus tard, ce même Peter Hartz était licencié par VW puis condamné en justice pour avoir corrompu des syndicalistes et des membres des comités d'entreprise. Ces lois dites Hartz IV ont déclenché une multitude de

protestations de la part des secteurs de la population qu'elles affectaient.

Durant l'été 2004, un ingénieur de Dresde, au chômage depuis longtemps, ancien dissident contre le régime du SED en RDA [2], rédigeait tout seul un tract qu'il distribuait un lundi matin en ville de Dresde pour protester contre la dévalorisation croissante et l'appauvrissement de la force de travail. Le tract fut reproduit et distribué ailleurs par d'innombrables personnes. Les lundis suivants, de plus en plus de manifestants et manifestantes se réunissaient sur tout le territoire de l'ex-RDA, culminant en une démonstration massive à Leipzig qui a réuni plus de 60 000 personnes. Au fond, ce mouvement était la continuation du mouvement de 1989 en RDA et ce n'est pas un hasard si de nombreux anciens opposants d'alors y participaient. Mais en Allemagne de l'Ouest il n'a pas été possible de mobiliser massivement la population. Il ne fut pas possible d'empêcher les lois dites Hartz IV mais ce fut néanmoins la première grande lutte politique opposant la rue au parlement fédéral dans la nouvelle Allemagne réunifiée.

Ce qui est intéressant dans ce mouvement, c'est qu'il a jeté les bases de la fondation du parti Die Linke, alors que des secteurs de la bureaucratie syndicale du DGB et particulièrement du syndicat des services publics ver.di collaboraient à l'élaboration des mesures de Hartz IV. Ce mouvement suscita dans tout le pays une grande sensibilité au travail précaire qui allait croissant, à la pauvreté croissante. Il attira aussi l'attention sur le phénomène de l'identité de vues croissante de tous les partis représentés au parlement. Il faut dire que dans la ville de Berlin qui compte 3 millions d'habitants, 21,6% des habitants de moins de 65 ans, ainsi que leurs enfants, vivent des versements de l'aide selon Hartz IV.

3. Le troisième événement fut la première grève des chemins de fer à l'échelle de tout le pays organisée durant l'été 2007 par un petit syndicat de conducteurs de locomotives, GDL (Gewerkschaft Deutscher Lokomotivführer/Syndicat des conducteurs de locomotives allemands). Ce syndicat, qui n'appartient pas au DGB, organise en majorité des cheminots non pas en tant que fonctionnaires

comme c'est la tradition en Allemagne de l'Ouest, donc privés du droit de grève, mais comme des employés des chemins de fer, jouissant donc du droit de grève. Les négociations de la nouvelle convention collective duraient depuis des années et beaucoup de cheminots étaient très insatisfaits de l'action du grand syndicat DGB des chemins de fer Transnet. En effet, celui-ci ne tenait pas compte des charges de travail particulières des différents groupes professionnels, en particulier celles du personnel roulant. C'est ainsi que des milliers de cheminots de tout le pays avaient passé au syndicat GDL afin de mieux pouvoir défendre leurs intérêts, par la grève en particulier.

Cette grève portait sur la diminution du temps de travail et sur le salaire, mais aussi sur l'amélioration des conditions de travail en général. Des tracts furent distribués dans toute l'Allemagne qui décrivaient tout simplement le quotidien des conducteurs de locomotive, leurs conditions de vie, leur charge horaire, leurs salaires médiocres en comparaison avec les cheminots des autres pays européens, ainsi que la responsabilité sociale importante qui est la leur. Rarement des tracts avaient suscité autant d'intérêt. Dans mon expérience, ce n'est comparable qu'avec les tracts et feuilles d'information publiés par le personnel soignant à Berlin et qui eux aussi décrivaient les conséquences des mesures d'économies sur leur quotidien avec les malades. Beaucoup d'usagers des chemins de fer ont lu ces tracts avec une grande curiosité et la grève fut vraiment très populaire, malgré toutes les perturbations qu'elle causait à la vie des gens. Il y eut des tracts publiés par des usagers des chemins de fer en soutien aux grévistes et des assemblées organisées par des syndicalistes critiques. Mais de façon significative, seule la centrale du DGB et le syndicat des cheminots Transnet refusèrent de se solidariser avec la grève.

Ces trois mouvements de grève résumèrent un peu les événements antérieurs à l'éclatement de la grande crise en 2008 et font voir combien sont apparus sur le devant de la scène des acteurs qui n'appartiennent ni aux grands syndicats ni aux grands partis établis. Ce furent des mouvements indépendants, mais reçus très positivement par des larges secteurs

de la population et qui ont agi en retour sur la conscience des acteurs sociaux qui se mobilisent.

### LES COLLINES : LES GRANDES ENTREPRISES DANS LA CRISE

Les effets de la crise furent dès son éclatement en 2008 perceptibles et visibles dans toute la branche de la production d'automobiles et du transport. Les volumes de marchandises passant dans les ports baissèrent de 60 %. L'industrie chimique qui produit beaucoup de matières premières pour l'automobile commença à introduire le travail à temps partiel. Les syndicats du DGB et les grandes entreprises de la métallurgie se mirent tout de suite d'accord sur le travail à temps partiel financé par les caisses de l'Agence du travail (Agentur für Arbeit). General Motors, le plus grand constructeur automobile du monde, et propriétaire de Opel, semblait acculé à la faillite et était mis en vente. Les personnels de Opel devaient choisir entre des racheteurs italiens, canadiens ou russes. Ce théâtre dura des mois avec, dans les rôles principaux, quelques-uns des principaux dirigeants syndicaux. Toyota, de son côté, réduisait ses capacités de 60 %. Le gouvernement fédéral allemand répondait par un programme conjoncturel d'exception, la prime à la casse à l'achat d'une nouvelle voiture, afin de contribuer à freiner le recul.

A la surprise générale, la situation du marché automobile s'est améliorée assez vite, spécialement dans le domaine des produits de luxe comme Audi, Daimler/Mercedes et BMW qui ont trouvé en Extrême-Orient, au Japon et en Chine des débouchés avec une forte demande pour leurs voitures.

Mais, parallèlement, dans toutes les entreprises les travailleurs temporaires et tous les salariés à durée déterminée furent licenciés et leurs contrats ne furent pas renouvelés. La plupart du temps, les représentants syndicaux de l'IG-Metall ont dans les comités d'entreprises approuvé sans résistance. Mais à VW Hanovre, un groupe de salariés à durée déterminée s'est révolté, a d'abord protesté devant le comité d'entreprise, puis a organisé devant la porte de l'entreprise une grève de la faim contre leur licenciement. Ils ont dressé des tentes, un mouvement de solidarité s'est formé, des petits syndicats comme la FAU (Freie

Arbeiterunion/Union libre des travailleurs), d'inspiration anarcho-syndicaliste, ont été très actifs comme ils l'avaient fait autrefois lors de l'occupation de la fabrique de bicyclettes à Nordhausen. Notre réseau Labournet.de diffusa les nouvelles de la grève de la faim en tant que plateforme Internet indépendante. Seuls les syndicats de l'IG-Metall, et tout particulièrement la majorité des membres du comité d'entreprise chez Volkswagen, se distancèrent de la grève, n'alléguant rien de moins que « leur souci de la santé des grévistes de la faim ». Presque tous les grévistes de la faim ont retrouvé aujourd'hui du travail chez VW. Ce n'est pas un hasard si une telle action est partie d'une usine de Hanovre où il y a quelques membres critiques dans le comité d'entreprise et des syndicalistes de base actifs, la plupart issus de l'immigration turque.

Durant la première phase de l'éclatement de la crise, de vifs débats ont eu lieu dans quelques entreprises de l'automobile à propos de la renonciation aux prétentions de salaire et de congés dans l'intention d'assainir l'entreprise pour la rendre à nouveau compétitive. A Bochum, IG-Metall a organisé un vote des personnels qui a donné une majorité de justesse en faveur de la renonciation aux prétentions de salaire et de congés. Lors des élections des membres des comités d'entreprises, quelques listes d'opposition ont été présentées qui prenaient position contre cette renonciation. A Berlin et à Stuttgart, IG-Metall a réagi par des procédures d'exclusion du syndicat.

*La grève des conducteurs de locomotives fut vraiment très populaire, malgré toutes les perturbations qu'elle causait à la vie des gens.*

2. Sozialistische Einheitspartei / Parti de l'unité socialiste. Le parti dirigeant de la République démocratique allemande jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989. Il s'appelait ainsi parce que l'autorité d'occupation soviétique de l'Allemagne de l'Est avait imposé en 1946 une fusion du KPD (Kommunistische Partei Deutschland / Parti communiste allemand) et du SPD (Sozialdemokratische Partei / Parti social-démocrate). Sa direction fut formellement paritaire jusqu'en 1955 quand elle devint l'exclusivité des dirigeants de l'ex-KPD. – Réd.

Récemment, en mars 2011, le syndicat des conducteurs de locomotives GDL a mené une grève à l'échelle de tout le pays pour un salaire égal et des conditions égales dans les compagnies de chemin de fer publiques et privées. En effet, dans les compagnies privées, les conducteurs sont en partie payés moins. Le syndicat GDL organise environ 20 000 des 26 000 conducteurs de locomotive d'Allemagne, tant dans le trafic voyageurs que marchandises. Avec un jour de préavis, ils ont fait grève d'abord 4 heures puis 8 heures. Dans la population, il y a une grande compréhension pour les motifs de la grève. Ce n'est pas le cas, par contre, dans l'appareil du DGB qui a partout fomenté chez les syndiqués l'hostilité contre le GDL comme un syndicat scissionniste et concurrent.

En février 2011 a eu lieu une journée d'action de IG-Metall contre le travail temporaire, celui «prêté» aux entreprises par les agences de travail temporaire. La revendication du «salaire égal» a été avancée. La journée d'action a été une conséquence de l'agitation et des protestations internes aux entreprises contre l'extension du «travail prêté». Chez Mercedes, le comité d'entreprise a donné son accord à une nouvelle réglementation de l'augmentation du nombre de travailleurs temporaires et cela en violation des objectifs déclarés de l'IG-Metall de diminuer le travail temporaire. Parallèlement, les syndicats minoritaires, dont la FAU, mènent une campagne pour l'élimination du travail temporaire. Car à l'échelle de tout le pays, le secteur des bas salaires et des rapports de travail précaires s'étend toujours plus.

Lors des élections professionnelles de 2010, dans quelques grandes entreprises, surtout de l'automobile et de la chimie, des syndicalistes oppositionnels ont été

élus dans des comités d'entreprises et des groupes d'entreprise autonomes se sont formés, certains publiant des journaux d'entreprise. La direction syndicale réagit par des procédures d'exclusion.

Ainsi dans l'usine de Daimler de Marienfeld à Berlin, le syndicat IG-Metall a récemment prononcé deux ans d'interdiction contre quatre membres du comité d'entreprise collaborant au groupe Alternative et sanctionné par un blâme 15 autres candidats aux élections d'entreprise. Deux autres militants se sont vu refuser l'admission à être membres de IG-Metall, un des deux malgré qu'il ait signé la déclaration de loyauté réclamée par la direction.

Les dirigeants de l'IG-Metall à Berlin Arno Hager et Klaus Abel, avaient exigé des deux supporters d'Alternative, avant de les accepter dans le syndicat, qu'ils signent une déclaration de loyauté puisqu'ils avaient figuré comme candidats sur une «liste oppositionnelle». Dans cette déclaration, ils devaient assurer qu'ils se tenaient «aux statuts, aux principes et aux décisions de l'IG-Metall» et qu'«en particulier, ils ne présenteraient pas leur candidature aux élections du comité d'entreprise sur des listes que la direction de l'IG-Metall à Berlin n'aurait pas reconnues comme des listes IG-Metall». Mais quand un des deux signa, Hager et Abel lui écrivaient dans une lettre que sa demande était «rejetée, car en ce moment nous ne pouvons pas considérer que ton comportement correspond à la déclaration remise». Cela était justifié entre autres par l'édition de mars du journal d'entreprise Alternative où il était reproché au Conseil d'entreprise de la Daimler de mener des négociations secrètes avec la direction. En outre, Alternative appelait à signer des protestations contre les exclusions du syndicat dans l'usine Daimler de Kassel et

«appelait à la solidarité avec le GDL qui fait directement concurrence au syndicat EVG de la DGB».

A Kassel et à Stuttgart chez Mercedes également, il y a des procédures d'exclusion au nom de «l'unité syndicale». Il est à remarquer que dans les deux usines, les principaux auteurs de ces procédures d'exclusion sont des membres actuels et passés du DKP [3]. Ils veulent apparemment préserver la tant célébrée unité forcée de la classe ouvrière. Cela va apparemment avec la culture autoritaire de vassalité qui est encore tellement répandue chez une partie des salariés.

### LES MARAIS : LES PRÉCAIRES CHERCHENT À SE DÉFENDRE

Dans le secteur du commerce, une branche avec une forte proportion de salariés précaires, l'année 2007 a vu se prolonger durant des mois des négociations de renouvellement des conventions collectives. Il y a eu des grèves et des barages devant les supermarchés, certaines actions très vivantes, toutes plus ou moins abandonnées à leur sort par le syndicat ver.di et par conséquent avec peu d'atouts pour être victorieuses. A Berlin, il y a eu une collaboration avec des comités de soutien qui ont bloqué l'accès aux supermarchés. Les salariés sont en majorité des femmes et pour beaucoup d'entre elles il fallait beaucoup de courage pour se déclarer ouvertement comme grévistes. Dans de nombreux magasins règne une ambiance collective très répressive, c'est-à-dire que les éléments rebelles sont vite isolés.

La caissière Emmely était une de ces grévistes qui à certains moments faisaient la grève toutes seules. La direction lui a reproché d'avoir soustrait pour un euro cinquante de tickets de rabais et l'a licenciée sans délai. Un mouvement de soutien s'est formé parmi les rangs des salariés, réunissant des syndicalistes de base, qui bloquaient les portes. Un comité de solidarité s'est formé qui a lutté deux ans et demi pour la réintégration d'Emmely. Au début personne ne lui donnait aucune chance. Le syndicat ver.di s'est vite retiré du mouvement de soutien. Mais la campagne s'est révélée finalement un grand succès. Aujourd'hui Emmely travaille de nouveau à la caisse du supermarché. Sa détermination et son courage, de même

*Une lutte isolée peut acquérir  
des dimensions nationales  
parce que tant de gens  
vivent des situations analogues.*

que toutes les actions qu'a fait naître la campagne en sa faveur, ont montré que les choses peuvent être changées.

La campagne de solidarité pour Emmely est devenue en Allemagne un symbole qui marque qu'en pleine crise on peut lutter seul mais qu'une lutte isolée peut acquérir rapidement des dimensions à l'échelle de toute la société, justement parce que tant de personnes vivent aujourd'hui des situations d'oppression analogues. C'est cela qui a fait surgir une solidarité spontanée. Dans ces actions se sont réunies de nombreuses personnes qui ont raconté leurs expériences, leurs conflits et leurs petites luttes.

Les nettoyeurs et nettoyeuses des avions sont des salariés particulièrement exploités et opprimés par des entreprises aux méthodes brutales. Le 10 mars 2011, une décision de justice pour une fois favorable a apporté une bonne nouvelle.

A l'aéroport de Düsseldorf, les salariés de l'entreprise de nettoyage d'avions Klüh, qui sert surtout les avions d'Air Berlin, avaient par des années de lutte réussi à obtenir de meilleures conditions de travail et développé une solidarité entre eux/elles. Pour se débarrasser de ce personnel, Klüh annonçait pour fin 2010 la fermeture de l'entreprise. Mais le mandat de nettoyage restait et passait à l'entreprise de travail temporaire DLG qui est une filiale de Klüh. Comme par hasard, quelques salariés étaient repris par DLG pour la poursuite du nettoyage des avions d'Air Berlin mais parmi eux aucun membre du comité d'entreprise ni aucun autre trublion. Ceux-là recevaient simplement une indemnité de départ.

Vingt-neuf de ces non-repris par DLG déposaient une plainte devant le tribunal du travail de Düsseldorf pour violation de l'article 613a du Code fédéral (BGB) qui oblige l'entreprise qui en reprend une autre à reprendre tous ses salariés aux conditions acquises.

Klüh/DLG et leurs avocats avaient cru que par quelques nouveautés dans l'organisation du travail, des nouveaux produits nettoyeurs et des nouveaux véhicules, ils pourraient faire passer le changement comme une fermeture d'entreprise normale. En première instance, les juges avalèrent l'astuce. Mais dans un nouveau procès, celui d'un membre du comité d'entreprise et d'une collègue, la 10e chambre sous la présidence d'un nouveau

juge, Oliver Klose, décidait autrement le 11 mars.

A la différence des deux juges précédents, il procédait à un examen détaillé en audience publique de tous les aspects de l'affaire. Il apparut qu'au préalable de sa fermeture, Klüh avait employé quelques salariés de DLG pour leur apprendre le métier et que, après sa fermeture, ces salariés que DLG avait repris avaient perdu tous les avantages qu'ils avaient obtenus par la lutte des années précédentes. Le juge faisait remarquer que cet article 613a avait été conçu pour empêcher exactement cela. Il ordonnait donc la reprise des deux plaignants aux anciennes conditions.

Les deux jugements précédents s'étaient appuyés sur une sentence du Tribunal du travail fédéral de 1997 qui disait qu'il s'agissait d'une reprise d'une entreprise par une autre seulement si les deux tiers du personnel étaient repris. Mais entre-temps, la Cour de justice de l'UE à Luxembourg avait précisé cette question dans un sens plus favorable aux salariés et le juge Klose put s'appuyer là-dessus.

Klüh/DLG a fait recours et l'issue est incertaine. Mais cela montre qu'il vaut la peine de mener ces petites luttes apparemment sans espoir. Mais il est très dommage que de plus en plus de telles petites victoires soient remportées devant les tribunaux et non pas par des luttes ouvertes et des grèves. Cela est révélateur de l'état des syndicats.

### DE NOUVEAUX SYNDICATS ALTERNATIFS

Depuis la lutte des conducteurs de locomotive du GDL en 2007, nous avons assisté à un éventail croissant d'activités de syndicats sectoriels ainsi qu'à la fondation de nouveaux syndicats, tout particulièrement dans les transports, les chemins de fer, le transport aérien, mais aussi chez les pompiers et dans le secteur de la santé.

## *Des syndicalistes oppositionnels sont élus dans les comités d'entreprises et les syndicats réagissent par des procédures d'exclusion.*

3. Le DKP (Deutsche Kommunistische Partei) a été créé en 1968 en RFA. Il avait des relations avec le SED d'Allemagne de l'Est. Au plan électoral, il était très marginal. Il fut placé sous une stricte surveillance de la police politique de la RFA. Un débat en son sein éclata après 1989. Les prises de distance avec le stalinisme furent plus que tardives, tout en prétendant être « le parti de la classe ouvrière allemande ». – Réd.

Ils ne revendiquent pas seulement de l'argent mais une meilleure qualité du service aux usagers et luttent contre la mise en danger croissante tant des personnels que des usagers que provoque la politique d'économies.

Un mouvement indépendant s'est développé à Berlin parmi les salariés des cinémas. Ils ont commencé à s'organiser et ont cherché des forces syndicales qui soutiennent leur démarche d'organisation indépendante à la base. L'exemple du cinéma Babylon est emblématique. Le syndicat FAU a soutenu le personnel du cinéma et a été pour cela traîné en justice par l'exploitant du Babylon. Il se trouve que l'exploitant est très proche de *Die Linke* et du syndicat ver.di, et le cinéma Babylon, que la municipalité subventionne, passe pour un cinéma de gauche. En première instance, le tribunal a interdit à la FAU toute activité syndicale. Ce jugement a suscité la constitution en ville de Berlin d'un comité pour les libertés syndicales où se retrouvent les activistes des différentes initiatives des mois précédents : le Comité de solidarité avec Emmely, le Comité de soutien des syndicalistes exclus par IG-Metall, des membres de la FAU, des scientifiques, des syndicalistes de base, tous réunis pour rétablir le droit à la liberté de coalition. L'audience en deuxième instance, devant le Tribunal du travail, a tourné en manifestation dans une salle pleine. Cette pression populaire, qui s'étendait bien au-delà du petit syndicat FAU, a fait la différence. Le tribunal dans sa sentence a mis la FAU au bénéfice de la liberté de coalition.

Ces événements au niveau local de Berlin ont permis que dans un même conflit se retrouvent et apprennent à agir ensemble des acteurs qui auparavant se limitaient à marquer les divergences qui les séparaient les uns des autres. Au 1er mai 2010 à Berlin, cela s'est vu nettement. Quelque

chose avait changé, pour une partie des militants au moins. Et le même phénomène s'observe ailleurs en Allemagne aussi.

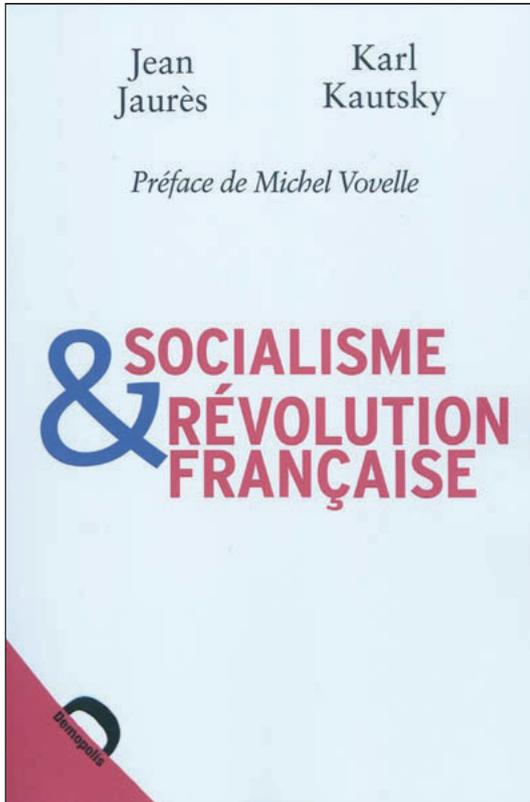
#### IMPOSER PAR LA LOI UN MONOPOLE SYNDICAL

La direction du DGB, en collaboration avec les associations patronales, cherche à faire déposer au parlement un projet de loi qui empêche des syndicats comme le GDL, qui n'organisent qu'une minorité des salariés d'une entreprise comme la Deutsche Bahn, de faire grève. Par une telle loi, le DGB et les patrons veulent fixer légalement le monopole des syndicats établis et empêcher que de plus en plus de syndicats sectoriels comme le GDL, la Fédération de Marburg (Marburger Bund) dans le domaine de la santé et Cockpit dans le transport aérien, mais aussi des syndicats *syndicalistes* (*Sic/syndikalistische Gewerkschaften*), puissent se répandre. Car le besoin d'organisations capables d'agir et le besoin d'actions efficaces contre les conséquences de la crise s'expriment de manière croissante. Par une telle loi, ils veulent forcer exactement ce que le Tribunal du Travail de Berlin a en deuxième instance désapprouvé dans l'affaire de la FAU. C'est le Comité berlinois pour les libertés syndicales qui est en train d'organiser le mouvement de protestation contre le projet de loi. C'est pour combattre ce projet qu'une Initiative s'est réunie en mars 2011 à Kassel, regroupant des syndicalistes de tout le pays, des syndicats petits comme le GDL ou Cockpit ou encore le syndicat anarcho-syndicaliste FAU, mais aussi des membres de base de la DGB, de ver.di, de IG-Metall et de l'IG BCE. Les juristes font certes remarquer qu'une telle loi serait contraire à la Constitution fédérale et qu'il faudrait faire recours devant le Tribunal constitutionnel. Mais les questions juridiques

sont en dernier ressort des questions de pouvoir. Les services gouvernementaux étudient le projet de loi. Des actions le 1<sup>er</sup> mai et une réunion de syndicalistes de tout le pays durant l'été ont été décidées. La bataille sera particulièrement dure au sein de l'IG-Metall. Certaines structures de base de IG-Metall ont certes déjà voté des résolutions contre ce projet de loi mais la masse des syndiqués n'a guère eu l'occasion de discuter de cette question de « l'unité tarifaire » vue comme trop compliquée.

Cela peut devenir un pas en avant dans la construction d'un réel réseau syndicaliste de base pour développer des formes de résistance par l'autoactivité des salariés qui font naître un mouvement en osant se donner la force de viser une transformation sociale. En somme un processus de subversion ! (Version rédigée en allemand en avril 2011.) ✱

*On assiste à la fondation de nouveaux syndicats combattifs, dans les transports, dans le secteur de la santé...*



**JEAN JAURÈS, KARL KAUTSKY**

## **SOCIALISME ET RÉVOLUTION FRANÇAISE**

Préface de Michel Vovelle, édition et présentation de Jean-Numa Ducange, Editions Démopolis, Paris 2010

**ALBERT MATHIEZ**

## **LA RÉACTION THERMIDORIENNE**

Présentation de Yannick Bosc et Florence Gauthier, Editions La Fabrique, Paris 2010

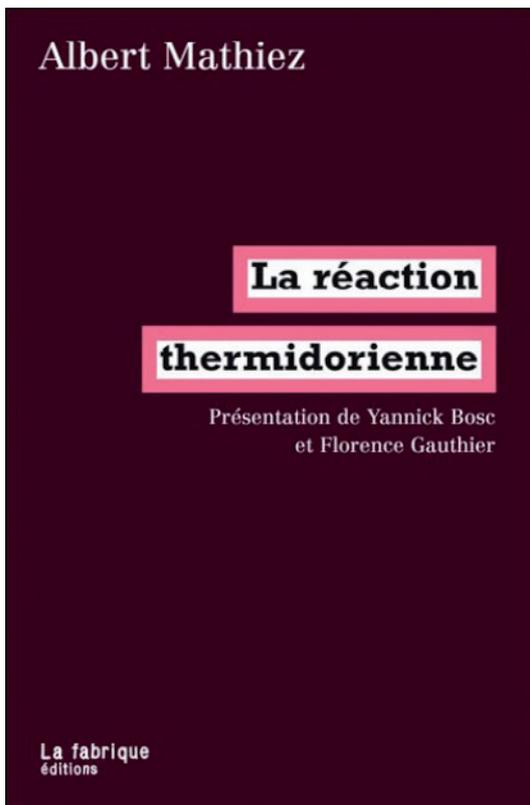
**21**

## **LES ACTUALITÉS DE LA RÉVOLUTION, ENTRE SOCIALISME ET THERMIDOR**

L'actualité révolutionnaire est souvent intermittente. La taupe creuse ses galeries souterrainement et on est bien en peine pour anticiper le lieu et le moment de sa résurgence. L'actualité la plus récente, au sud de la Méditerranée, en administre encore la preuve et invite à un nouveau retour réflexif sur l'événement fondateur que demeure la Révolution française. Plus de trente ans après l'offensive idéologique de François Furet proclamant que la « Révolution est finie », la réactivation du débat politique et historique passe aussi par la réédition de quelques textes devenus classiques qui remettent au jour les grands termes de débats du mouvement ouvrier.

## **KAUTSKY, JAURÈS ET L'ANTINOMIE FONDATRICE D'UNE LECTURE SOCIALISTE DE LA RÉVOLUTION**

Saluons l'heureuse initiative des Editions Démopolis qui publie un recueil de textes de Karl Kautsky et Jean Jaurès, *Socialisme et Révolution française* (présenté par Jean-Numa Ducange, préface de Michel Vovelle) [1]. Outre l'introduction à sa célèbre *Histoire socialiste de la Révolution française*, cet ouvrage rend accessible plusieurs textes de Jaurès écrits pour la



1. Karl Kautsky (1854-1938) fut le principal théoricien du Parti social-démocrate allemand de la fin du XIXe et début du XXe siècles. Il fonda la revue *Die Neue Zeit* en 1883 et assura la publication posthume du tome III du *Capital* de Karl Marx. Jean Jaurès (1859-1914) fut le principal dirigeant du Parti socialiste français, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Il fonda le quotidien *L'Humanité* en 1904.

plupart en réponse aux Lutttes de classes en France pendant la Révolution française de Kautsky, paru pour la première fois en 1889 et qui fut longtemps la principale référence des militants sur le sujet. Cette brochure ancienne du grand théoricien de la social-démocratie allemande fera découvrir un autre Kautsky que la figure du « renégat » dénoncé par Lénine à laquelle on s'arrête trop souvent. Par bien des aspects son texte est remarquable. Bien sûr il date un peu parfois, ainsi sa description des nobliaux de province « paysans peu dégrossis » (p. 53) est caricaturale et on se gardera bien d'y souscrire.

Certaines pages brillantes en revanche anticipent largement sur des développements ultérieurs de l'historiographie. Kautsky fait ainsi une large place à la fiscalité d'Ancien Régime comme révélatrice des rapports de classe. L'appareil fiscal de la monarchie fonctionne telle une véritable machine à pomper le surproduit des paysans pour le redistribuer aux couches dominantes privilégiées. Remarquable notamment est son analyse des contradictions internes à l'ordre de la noblesse. La haute aristocratie, devenue parasitaire, vit largement des prébendes de l'Etat royal, donc du prélèvement de l'impôt sur les masses paysannes et se sent profondément solidaire de l'appareil fiscal de la monarchie. A l'inverse, la petite noblesse de province se trouve en contradiction avec la royauté pour le partage du surproduit social. Pour elle, l'impôt du roi entre en concurrence avec les redevances seigneuriales et une partie de cette petite noblesse peut se sentir solidaire des paysans dans leur refus de l'impôt. Ce que Kautsky analyse comme une contradiction interne à l'ordre de la noblesse va devenir un des enjeux majeurs des batailles historiographiques dans les années 1960 entre historiens répu-

tés « marxistes », en l'occurrence ici soviétiques comme Boris Porchnev [2], et historiens dits « bourgeois », notamment Roland Mousnier [3], autour de l'interprétation des révoltes paysannes rurales dans la France d'Ancien Régime.

Par contraste, le chapitre que consacre Kautsky à la paysannerie paraît bien plus faible. Indifférent à l'extraordinaire diversité du monde rural français au XVIII<sup>e</sup> siècle, aveugle aux différenciations sociales internes à la paysannerie, notamment sur la question essentielle de l'accès à la propriété de la terre, mais aussi du mode de faire valoir et des pratiques culturelles, Kautsky reproduit certaines erreurs d'analyse misérabilistes de Michelet [4] sur la conjoncture du siècle. Il dresse encore un tableau non exempt de préjugés à l'encontre des masses paysannes écrasées par la misère, « abruties » par leurs conditions de travail, ce qui ne peut guère rendre compte du rôle central de la révolution paysanne dans les années 1789-1793.

Pour l'essentiel, conformément au titre de sa brochure, Kautsky ne propose pas une histoire de la Révolution elle-même dans son déroulement événementiel, mais bien plutôt une analyse des contradictions de classe de la société française en 1789. La structure sociale de l'Ancien Régime fournit une clef d'intelligibilité du déroulement de la séquence révolutionnaire selon la dynamique de la lutte des classes. Dans un schéma, appelé à devenir classique jusqu'à Albert Soboul [5], le grand historien d'inspiration marxiste de la Révolution après 1945, la complexité sociale de l'Ancien Régime finissant doit rendre compte, jusque dans le détail, des méandres du cours politique de la Révolution. La succession événementielle de la Révolution projetterait ainsi sur l'axe horizontal du temps la structure verticale des rapports de classes : les « partis » se succédant au pouvoir exprimeraient les intérêts et aspirations d'une fraction de classe sociale, la radicalisation du processus révolutionnaire de 1789 à l'an II (1793-1794) traduirait le débordement de catégories sociales dominantes, d'abord portées au pouvoir, par des fractions plus démocratiques d'une bourgeoisie dite d'abord « moyenne », puis plus « petite ».

Si cette grille de lecture de la Révolution possède incontestablement sa cohérence interne et une indéniable capacité à rendre compte des faits, elle butte cependant sur la redoutable difficulté de la représentation politique du social qui reste non interrogée. De ce point de vue, l'analyse de classe de la Révolution tourne parfois à la pétition de principe : si les Montagnards furent plus radicaux que les Girondins, c'est qu'ils représentaient une fraction inférieure de la bourgeoisie... [6] A ceci près que les modalités de la dite « représentation » demeurent empiriquement indémonstrables. Cette difficulté, véritable point aveugle d'une lecture qui se dit marxiste mais ignore la spécificité des médiations politiques, à rebours des tentatives de Marx dans le 18 Brumaire de Louis Bonaparte notamment, est pain bénit pour les F. Furet et consorts qui auront beau jeu d'y dénoncer un préjugé a priori et son caractère quelque peu mécaniste.

Comme pour tous les penseurs de leur temps, la nature « bourgeoise » de la Révolution française est une évidence qui n'a pas même à être établie pour Kautsky et Jaurès. Par-delà les formules parfois contradictoires de Marx, le théoricien de la social-démocratie allemande alors à son apogée et le socialiste français issu du radicalisme représentent les deux pôles d'un débat

22

## PETITE CHRONOLOGIE

**5 mai 1789 :** Réunion des Etats-généraux du Royaume de France

**4 août 1789 :** L'Assemblée constituante vote l'abolition des droits féodaux

**26 août 1789 :** Vote de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

**10 août 1792 :** L'insurrection parisienne fait arrêter le roi et oblige à la convocation d'une Convention nationale élue au suffrage universel.

**21 septembre 1792 :** la Convention abolit la royauté et proclame la République.

**5 avril 1793 :** Création du Comité de Salut public

**25 juin 1793 :** Jacques Roux lit à la Convention le Manifeste des Enragés

**29 septembre 1793 :** Entrée en vigueur du Maximum général des prix et des salaires.

**27 juillet 1794 (9 Thermidor) :** La Convention décrète d'accusation Robespierre et ses amis.

**19 novembre 1794 :** Le Club des Jacobins est fermé.

**24 décembre 1794 :** Abolition du Maximum.

**20 au 22 mai 1795 :** L'insurrection sans-culotte de Prairial envahit la Convention puis est écrasée par l'armée.

**22 août 1795 :** La Convention vote la Constitution dite de l'an III. Elle institue une république antidémocratique, gouvernée par le Directoire.

**10 novembre 1799 (18 Brumaire 1799) :** le général Napoléon Bonaparte réalise un coup d'Etat militaire et se fait nommer Premier consul.

fondamental, posant la question du rapport du mouvement ouvrier aux acquis de la révolution démocratique bourgeoise. C'est à la fois une question d'orientation politique et stratégique sur l'attitude face au « ministérialisme », au parlementarisme, au suffrage universel, etc. Mais cette question met également en cause l'analyse de la nature même de la Révolution française et de la République.

Les pages que Kautsky consacre aux sans-culottes parisiens, les couches de la population urbaine travaillieuse impliquées dans la Révolution, vont être décisives et appelées à inspirer la lecture dominante des auteurs ultérieurs se réclamant du marxisme. Soulignant l'hétérogénéité sociale de la population laborieuse urbaine où « nous trouvons [...] à côté d'une multitude de petites maîtres et de compagnons, un grand nombre d'ouvriers salariés de l'industrie capitaliste recrutés pour partie parmi les artisans, pour partie dans la population paysanne » (p. 101), l'élément proprement prolétarien n'apparaît pas dans son autonomie sociale et politique. « Le prolétariat comme classe sociale consciente d'elle-même n'existait pas encore avant la Révolution. Il vivait encore entièrement dans l'idéologie de la petite bourgeoisie » (p. 102). Cette hégémonie petite-bourgeoise sur les salariés fixe la grande limite que la Révolution ne pouvait pas dépasser, quand bien même la bourgeoisie révolutionnaire fit appel aux masses sans-culottes dans la lutte commune contre l'aristocratie contre-révolutionnaire. Cette nature bourgeoise de la Révolution française fixe sa nature historique au jacobinisme qui en fut l'aile la plus avancée. Retrouvant les accents de Marx qui déjà dénonçait le « culte réactionnaire du passé » chez les militants parisiens qu'il côtoyait dans les années 1840, la sentence de Kautsky est sans appel, « les traditions jacobines maintiennent une partie du prolétariat, il est vrai constamment décroissante à sa remorque [...] [elle] est un des plus puissants obstacles qui se soit opposé à l'apparition en France d'un grand parti social-démocrate unifié et autonome » (p. 108). Jaurès au contraire incarne, dans sa trajectoire personnelle, le socialisme comme héritier conséquent du radicalisme républicain.

Face à ce qui apparaît comme une mise en cause directe par le plus grand théoricien de l'heure de la IIe Internationale et représentant d'une orthodoxie marxiste peu contestée sur sa gauche, Jaurès réagit dans un premier temps par un article de presse, « Le socialisme et la Révolution française » du 22 octobre 1890. La fascination pour la Révolution et la République égare parfois Jaurès, alors que Marx, tirant les leçons de l'écrasement de la révolte ouvrière de juin 1848 par le Gouvernement provisoire de la IIe République puis de l'échec de la Commune de 1871, insistait sur la nécessité de briser l'appareil d'État, fût-il républicain. Tout à son objectif politique d'inscrire le socialisme dans la continuité historique républicaine, Jaurès n'hésite pas à présenter, à tort, une Révolution française « manifestement socialiste », notamment « en proclamant la République » et même dans « sa conception de la propriété », ce qui est pousser le raisonnement jusqu'au paradoxe.

Quelques années plus tard, entre deux mandats parlementaires, Jean Jaurès se consacre à son ouvrage majeur, *Histoire socialiste de la Révolution française*. Écrit pour un public populaire « d'ouvriers et paysans », son ouvrage est d'une tout autre ampleur

que ses articles de presse antérieurs. Il s'agit d'un véritable travail historique où il a recours aux archives et pour lequel il s'entoure de collaborateurs. Jaurès poursuit un double objectif, politique et historiographique. Politiquement, il cherche à gagner les paysans à la République. De ce fait, il est aussi l'un des premiers en France à s'intéresser à l'histoire du monde rural en révolution, attentif à la question de la propriété et à la législation révolutionnaire.

La magistrale *Histoire socialiste* de Jaurès peut se lire dans une double perspective, à la croisée de deux traditions. D'une part, on l'a vu, dans le cadre des débats politiques de la social-démocratie européenne avant 1914. Cependant a posteriori, Jaurès apparaît surtout comme le fondateur d'un nouveau courant historiographique appelé à devenir dominant à l'université en France au cœur du XXe siècle. Son œuvre en effet assure le relais entre une histoire républicaine, volontiers jacobine, qui sous la plume d'Alphonse Aulard triomphe à la Sorbonne dans le sillage de la célébration du premier centenaire de 1789 et d'autre part, l'histoire économique et sociale qui inspirera par la revue *Les Annales* fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre en 1929. Albert Mathiez (1874-1932) dont les Editions La fabrique rééditent aujourd'hui *La réaction thermidorienne*, incarne la transition entre ces deux générations d'historiens.

### THERMIDOR, ÉTAPE DE LA RÉVOLUTION BOURGEOISE OU MENACE SUR TOUT PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE ?

Mathiez s'inscrit dans la lignée de Jaurès en accomplissant en quelque sorte la promesse historiographique et universitaire de celui-ci. Elève d'Aulard, il s'en sépare peu à peu d'abord sur le terrain politique puis historiographique. Sa rupture avec ce dernier s'opère par affrontement entre Danton et Robespierre ➤

23

2. Boris Porchnev (1905-1972) a publié, entre autres, *Les soulèvements populaires en France au XVIIIe siècle*, Flammarion, Paris 1963.

3. Roland Mousnier (1907-1993) a publié une œuvre abondante sur l'histoire politique et sociale de l'Ancien Régime français du Moyen-Age au XVIIIe siècle.

4. Jules Michelet (1798-1874). Sa monumentale *Histoire de la Révolution française* parut entre 1847 et 1853.

5. Albert Soboul (1914-1982) a publié une œuvre abondante sur la Révolution française dont, entre autres, *Les Sans-culottes parisiens en l'an II, Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire (1793-1794)*, Paris 1958, réédit. Seuil, Paris 2004.

6. La minorité de gauche démocratique et jacobine de la Convention s'appelait La Montagne (siégeant dans les travées du haut de l'hémicycle). La nombreuse aile droite de la Convention a été appelée Les Girondins (pour quelques députés de Bordeaux). Entre deux, Le Marais ou La Plaine. Les Girondins avaient, avant le renversement de la royauté, dominé l'Assemblée législative, dirigé le gouvernement et pris l'initiative de la guerre contre les rois de l'Europe. L'insurrection des sans-culottes du 31 mai 1793, dirigée par la Montagne, aboutit à l'exécution des principaux dirigeants girondins, à la fuite ou à l'emprisonnement de la plupart des autres. Après Thermidor, ils furent rappelés au sein de la Convention, y reprurent largement la majorité, et furent les principaux auteurs de la Constitution antidémocratique qui fonda le régime du Directoire (1795-1799).

interposés [7] : Contre l'historien radical qui, lors du premier centenaire, promeut la figure de Danton en référence centrale de la III<sup>e</sup> République, Mathiez plaide avec succès le procès à charge de la vénalité, flétrissant Danton pour réhabiliter la mémoire de Robespierre, l'Incorruptible. Cependant, dans sa lecture de la Révolution, la radicalisation de Mathiez l'amène à un robespierrisme bien acritique qui s'accroît encore lorsque, en 1917, alors qu'il salue avec enthousiasme la Révolution russe d'octobre dans laquelle il voit la continuation de la Révolution française, la réalisation de ses promesses, allant jusqu'à faire de Lénine « un Robespierre qui a réussi ». Lors du congrès de Tours, il adhère au PCF, qu'il sera pourtant l'un des premiers à quitter dès 1924 lors de l'exclusion de Souvarine [8], en protestation précoce contre le climat interne, tout en restant quelque temps une référence éminente en Union Soviétique où il est traduit et honoré pendant une décennie. Contrairement aux calomnies longtemps répétées, Mathiez admirateur de la Révolution russe ne fut jamais stalinien. D'où la curiosité suscitée par la réédition aujourd'hui de son ouvrage peu connu sur *La réaction thermidorienne*, alors que dominant dans l'air du temps, en France et dans l'Europe d'aujourd'hui, des complaisances thermidoriennes, ou pire, preuve sans doute que les moments de réaction se ressemblent.

L'ouvrage consacré à *La réaction thermidorienne* paru en 1929 faisait suite à un précis en trois volumes sous le titre *La Révolution française*. Si les premiers ouvrages couvrant la période 1789-1794 ont été souvent réédités, celui consacré à la période thermidorienne fut à l'inverse rapidement oublié, comme le rappellent Yannick Bosc et Florence Gauthier dans leur présentation de cette édition. Longtemps les historiens, à l'exemple prestigieux de Jules Michelet, interrompirent leur présentation de la Révolution à la chute de Robespierre. La période robespierriste du Gouvernement révolutionnaire, la plus radicale, dite montagnarde ou jacobine, marquée par la guerre civile et l'invasion étrangère, la Terreur et l'apogée du mouvement populaire, déchaîna les passions d'une historiographie divisée. Les adversaires de la Terreur s'opposèrent aux partisans du Salut public nécessaire pour sauver la « patrie en danger ». La tradition révolutionnaire glorifiait les avancés de la législation notamment en matière économique et sociale, avec l'économie dirigée et le « maximum » des prix dont Mathiez fut également le premier historien. Le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), la Convention nationale renverse Robespierre, Saint-Just et Couthon [9] qui sont exécutés sans procès le lendemain, avec toute une charrette de leurs partisans les plus proches. S'ouvre alors une phase de retour à l'ordre, une réaction qui marque la volonté de terminer la Révolution en revenant sur les dispositions les plus radicales. Ainsi, la liberté de commerce des grains est-elle réaffirmée contre la politique antérieure de taxation des prix. L'inflation qui s'ensuit frappe durement les couches populaires, notamment à Paris. La réaction thermidorienne prend ainsi un tour social très affirmé.

#### ANTI-THERMIDORIEN OU ROBESPIERRISTE ?

L'ouvrage de Mathiez présente une étape de l'historiographie qui paraît bien datée aujourd'hui. Non seulement il s'agit d'une histoire quasi exclusivement politique, mais la politique elle-

même semble étroitement réduite aux débats d'assemblée. Le lecteur saura tout (ou presque) sur les débats de la Convention finissante.

Thermidor, pour Mathiez, c'est la déconstruction du Gouvernement révolutionnaire de Robespierre. « Nous allons assister à la destruction progressive des institutions et des usages de l'époque précédente, de l'époque de la Terreur », annonce-t-il d'entrée (p. 57). Ce qui certes est une dimension importante de la période. Mais il s'en suit que son jugement sur les Thermidoriens est le négatif inverse de celui sur Robespierre. Si la Convention reprend le contrôle de ses comités, est-ce le début de « l'aviilissement parlementaire » ? Si « avant le 9 Thermidor, le Comité de Salut public avait absorbé peu à peu toute l'autorité, réduisant la Convention à n'être plus qu'une chambre d'enregistrement » (p. 57), comment alors la « réaction thermidorienne » peut-elle être ramenée à une « décomposition parlementaire » (p. 61) de la part d'une assemblée pourtant « fatiguée de son inaction et impatiente de reconquérir son indépendance » (p. 71) ? Pour comble, la loi du 7 Fructidor an II s'efforçait de répartir le pouvoir « également entre tous les députés » (p. 81) alors que Mathiez lui oppose le temps où la Montagne avait instauré « la dictature d'une élite d'hommes d'Etat » (p. 81) les seuls « capables de prévoir, au moment même, toutes les conséquences de leurs actes ». Historiographie bien peu robespierriste au fond : on connaît de l'Incorruptible d'autres défenses du pouvoir du peuple ! Reconnaisant que la Convention se « perdrait dans l'opinion si elle prétendait continuer la Terreur », Mathiez s'enferme pourtant dans l'aporie d'une défense d'un Gouvernement révolutionnaire et d'une Terreur maintenus sine die. La nostalgie du grand homme chez Mathiez s'inscrit encore dans l'amalgame, qui était aussi celui de Jaurès, de la République et de la Révolution qui l'enfanta.

Venant après *La vie chère et le mouvement social sous le Terreur* de 1927, la lecture de *La réaction thermidorienne* est parfois décevante. Même si Mathiez souligne fortement les effets sociaux dramatiques du retour au libéralisme économique, le mouvement populaire parisien, qui jette ses derniers feux lors des tentatives insurrectionnelles des journées de Prairial an III (mai 1795), apparaît essentiellement comme une force d'appui pour l'aile gauche de l'Assemblée qui ne parvient pas à sortir de sa marginalité politique. L'absence d'une lecture sociale approfondie laisse la place à des explications incongrues et malheureuses par le recours aux grands hommes ou aux petites femmes. Après le 9 Thermidor, « tous les hommes d'Etat sont morts », leurs successeurs forment des majorités autour de leurs « maigres personnes », à défaut d'un « chef digne de commander ». Mais, qu'est-ce qu'un « grand homme d'Etat » ? Surtout un homme d'Etat révolutionnaire ? On croit comprendre que seul Maximilien Robespierre fut capable d'incarner un tel oxymore. Le sort de la Révolution en vient alors à dépendre de la vie d'un seul homme dont la grandeur s'accroît d'une plus-value d'avoir peu été porté sur les femmes. Par contraste ici encore avec les Thermidoriens qui, Mathiez nous l'assure, ne seraient jamais allés aussi loin dans la réaction sans l'influence du beau sexe ! Sans doute le tableau de la corruption des mœurs de la bourgeoisie parisienne en l'an III ne relève-t-il pas de la seule caricature et n'est pas sans rappeler les pires pratiques de l'Ancien

Régime finissant. Néanmoins, dans sa défense à tout prix de la politique robespierriste, l'historien s'égaré.

Dans leur présentation de cette réédition de l'œuvre de Mathiez, Yannick Bosc et Florence Gauthier enrichissent la défense de Robespierre d'un curieux argument, invitant à « entendre la dictature comme le travail politique du pouvoir constituant dont la fonction est d'asseoir les principes démocratiques » (p. 36). Mais, qu'advient-il si la dictature en vient à chercher sa pérennité à l'encontre des votes démocratiques du peuple souverain lui-même? Peut-être qu'une relecture de la Révolution soucieuse d'en porter haut l'héritage émancipateur devrait-elle remonter en amont de la Terreur et du Gouvernement révolutionnaire pour explorer la pluralité des possibles non advenus et les enjeux des débats stratégiques à chaud. Retrouver la richesse d'invention politique à l'œuvre dans les débuts de la Ire République suppose de rompre avec l'hagiographie de l'Incorruptible et le robespierrisme inconditionnel. Les relectures récentes sur l'invention démocratique, notamment les pratiques électorales, de la Révolution ainsi que sur les enjeux de la crise de l'été 1793 autour du référendum sur la Constitution montrent l'ouverture d'un important espace politique à l'expression d'intérêts sociaux longtemps dominés (femmes, métayers). N'est-ce pas cette dynamique démocratique que casse la proclamation du « Gouvernement révolutionnaire »? [10] Non pas que la Terreur ou la dictature de Salut public anticipent sur Thermidor, mais elles sauvent certes la République au détriment de la Révolution devenue « glacée », selon le mot de Saint-Just, en attendant que d'autres sauvent l'Etat au détriment de la République elle-même.

### UN AUTRE THERMIDOR ?

En filigrane de l'œuvre de Mathiez de 1929 on peut cependant lire autre chose du moment thermidorien : l'épuisement chez nombre de révolutionnaires et la lassitude du peuple, le désarroi et la désorientation des militants, le scepticisme et le cynisme de quelques têtes qu'on croyait à bon droit républicaines. L'aspiration des plus motivés dans l'appareil d'Etat et les vides difficiles à combler aussi de tous ceux qui payèrent leur engagement de leur vie. De ce point de vue, Thermidor n'est pas seulement la chute de Robespierre, c'est aussi son bilan. Car, qui a mis les Enragés en prison? [11] Qui a limité et contrôlé les sections populaires? Fermé les clubs de femmes? Stoppé la vague déchristianisatrice? Qui a réprimé le mouvement sans-culottes au printemps 1794? S'est opposé jusqu'au bout aux revendications salariales? Qui au final a « glacé » la Révolution? On ne fait pas innocemment guillotiner les militants les plus radicaux du peuple de Paris.

Qu'est-ce qu'une révolution glacée, quand le peuple rentre chez lui? Selon l'intuition forte du très réactionnaire Joseph de Maistre [12], la Contre-Révolution ce n'est pas une révolution en sens contraire, mais juste le contraire d'une révolution. Et le moment thermidorien peut prendre ainsi une portée plus générale. Par-delà les péripéties de la Révolution française en 1794, Thermidor permet de penser les périls qui menacent toute tentative révolutionnaire d'émancipation. Les événements soviétiques dans les années 1920 auraient pu mettre Mathiez sur

cette voie. Car au moment même où il rédige sa Réaction thermidorienne, une autre réaction, bien plus obscurantiste, bien plus sanglante encore, se développe en URSS. C'est ainsi que plusieurs années après sa rupture avec le PCF, Mathiez va être l'objet des attaques les plus violentes des staliniens autour d'un débat plus général sur le sens de la Révolution et derechef sa nature bourgeoise.

Les fondamentaux du débat socialiste du début de siècle ressurgissent dans les années 1920-1930 via un détour par Moscou. ➤

## 25

7. Georges Danton (1759-1794) et Maximilien Robespierre (1758-1794) furent les deux principaux dirigeants de la Montagne, Danton de son aile droite et Robespierre de son aile gauche. Robespierre, qui avait été le plus éminent dirigeant et théoricien démocratique depuis 1789, fut l'animateur du Grand Comité de Salut Public de juillet 1793 à son renversement le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794). Les amis de Danton sont souvent considérés comme les principaux agents de sa chute et les figures de proue de l'évolution confuse qui suivit (Les Thermidoriens).

8. Boris Souvarine, de son vrai nom Boris Lifschitz (1895-1984), représente le Parti communiste français au Secrétariat de l'Internationale communiste à Moscou en 1921 et prend la tête du PCF en 1923 comme dirigeant de l'aile gauche. Il est exclu en 1924 pour avoir publié *Le Cours nouveau* de Trotsky quand le PCF est pris en main par les envoyés de Moscou dans ce qui sera la stalinisation du mouvement communiste. Il a publié en 1935 une célèbre biographie de Staline.

9. Louis Saint-Just (1767-1794) et Georges Couthon (1755-1794) étaient les deux amis de Robespierre au sein du Comité de Salut Public qui comptait onze membres. En même temps qu'eux furent exécutés tous les élus et cadres de la Commune de Paris.

10. Alors que la Convention a dès le printemps 1793 voté et fait approuver par les citoyens de tout le pays une constitution extrêmement démocratique, la Convention sous l'impulsion du Comité de Salut Public refuse de la mettre en application, et donc de se dissoudre. Elle proclame le « Gouvernement révolutionnaire », c'est-à-dire sa continuation au pouvoir et sa dictature « jusqu'à la paix ». Cela va opposer les Jacobins qui dominent la Convention aux Enragés de l'été 1793 et au mouvement sans-culottes de l'hiver et du printemps 1794, qui exigent l'entrée en vigueur immédiate de la Constitution de 1793.

11. Les Enragés sont le petit courant de militants et de journalistes, issus socialement du milieu de la sans-culotterie, qui formulèrent en été 1793 les premiers et le plus clairement les revendications économiques et politiques du mouvement sans-culottes parisien, en particulier dans le Manifeste des Enragés. Sans qu'ils aient formé un groupe véritable, leurs porte-parole furent Jacques Roux, Théophile Leclerc, Claire Lacombe, et Varlet. Ils furent dénoncés immédiatement par tous les Montagnards, même les plus radicaux.

12. Le comte Joseph de Maistre (Chambéry 1753-Turin 1821), ministre du roi de Sardaigne, et conseiller du tsar, fut un dirigeant de la lutte des princes contre la Révolution française et un théoricien de la Contre-Révolution.

Les révolutionnaires russes du début du XXe ont tous pensé leur révolution à venir dans la tradition française. Les débats entre mencheviks, bolcheviks et Trotsky notamment postulaient l'identité de nature des tâches à réaliser dans la Russie tsariste d'avant 1917 et l'Ancien Régime français d'avant 1789, quitte à se déchirer sur les forces sociales motrices et les conséquences stratégiques qu'on croyait en tirer. Reste que la volonté de répétition de la Révolution française butte sur une difficulté de taille : pour les révolutionnaires elle se termine mal ! Tamara Kondratieva [13] a reconstitué les fils d'un débat subséquent en URSS sur la possibilité éventuelle d'un Thermidor soviétique. Dès 1921, l'Opposition ouvrière critique le cours du Xe congrès du Parti bolchevik et le passage à la NEP comme tournant thermidorien. Trotsky lui-même, dans sa lutte contre la dégénérescence bureaucratique de l'URSS, hésite beaucoup sur la caractérisation de la fraction stalinienne comme thermidorienne. Plus précisément, il a le plus grand mal à déterminer le moment de la rupture réactionnaire. Pendant toutes les années 1920, il insiste sur la menace d'un Thermidor à venir puis finit dans les années 1930 par le dater a posteriori de 1924 ! Autant concevoir Thermidor comme un processus.

Mais les bureaucrates au pouvoir en URSS, parce qu'ils héritent d'une rhétorique révolutionnaire, doivent à l'inverse tout faire pour conjurer le spectre et l'accusation de Thermidor. Il n'est dans la culture politique du temps pire insulte à gauche que « thermidorien ». Le régime stalinien ne peut reconnaître sa nature thermidorienne. Ses doctrinaires doivent alors s'efforcer de faire de Thermidor une étape spécifique de la révolution bourgeoise pour rendre impensable l'hypothèse de sa reproduction soviétique. Le Thermidor français est alors présenté comme la reprise du pouvoir par la grande bourgeoisie qui avait été obligée un temps de l'abandonner à des catégories bourgeoises plus petites et plus radicalisées, selon une explication que Kautsky n'aurait sans doute pas reniée. Thermidor ? Une histoire spécifiquement bourgeoise. D'où la nécessité aussi pour ces idéologues soviétiques de maintenir ferme l'écart entre la Révolution russe et la Révolution française. Prolétarienne, la révolution soviétique doit rester à l'abri d'une réplique de la réaction française, à charge aux historiens d'établir que la Révolution française n'anticipa en rien au-delà des limites de la révolution bourgeoise. La nécessité de conjurer l'hypothèse d'un Thermidor soviétique oblige à penser les révolutions « chacune à sa place », bourgeoise versus prolétarienne, à rebours de toute analyse en termes de révolution permanente cherchant précisément à penser la possible transcendance de l'une en l'autre. Cette analyse permet de comprendre la base matérielle du dogmatisme stalinien de nombreux historiens communistes qui, après tout, n'étaient pas plus inintelligents que d'autres.

Tous ceux qui, à la suite de Marx, soulignèrent une dynamique plébéienne, ou comme Daniel Guérin [14] une autonomie des revendications salariales ou ouvrières dans la première République furent systématiquement tancés. Suggérer un débordement de la Révolution française par une dynamique plébéienne voire prolétarienne risquait immanquablement, comme par ricochet, de ramener la menace thermidorienne dans la Révolution soviétique. Deux conceptions du Thermidor se dégagent ainsi, d'une part la vision d'une étape spécifique

de la révolution bourgeoise, au prix d'un durcissement de l'opposition révolution bourgeoise / révolution prolétarienne, et, d'autre part, Thermidor comme risque inhérent à toute révolution, comme partiel retour en arrière antidémocratique et conservateur, et donc comme une inquiétude qui ne quittera plus les mouvements révolutionnaires. Mais le débat ressurgit dès qu'on parle d'un Thermidor dans des révolutions en cours, iranienne, éthiopienne ou plus récentes.

**Alain Massalsky \***

\* Alain Massalsky, docteur en histoire, enseigne l'histoire de la Révolution française à l'Université d'Evry-val-d'Essonne.

13. Tamara Kondratieva est l'auteure, entre autres, de *Jacobins et Bolcheviks*, Payot, Paris, 1989 et *Gouverner et nourrir ; Du pouvoir en Russie (XVIe-XXe siècles)*, Les Belles lettres, Paris, 2002.

14. Daniel Guérin (1904-1988), militant et écrivain communiste-libertaire, trotskyste, anarchiste, et homosexuel, auteur d'une œuvre abondante et variée, dont, pour ce qui nous occupe ici : *La lutte des classes sous la Première République, 1793-1797*, Gallimard, Paris 1946 (édition abrégée : *Bourgeois et bras-nus, 1793-1795*, Gallimard Idées 1973, réédit. Editions Les nuits rouges, Paris 1998).

(Toutes les notes sont de la rédaction)